

SUBJECT FILE
TECHNICAL ASSISTANCE
70-01 MINING AND NATURAL RESOURCES
ANNEX

02/10/1963-23/01/1964

2/2

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNARCHIVES

SERIES S-0728

BOX 28

FILE 2

ACC. Doc 13/1.4.1.0.0

Restitution par compilation
de photos aériennes de la région
de **RUWENZORI**

Dressée par B. Makiadi et D.

Calquée par R. Binikun

Sous le contrôle de M^r Bouz
(Expert Géologue de l'O.N.)

INFO. COPY Gelpin 232

file

Action To.....
File No.

Le 2 Octobre 1963

A: Monsieur R. Richard, Chef p.i. de la Section
des Mines et Ressources Naturelles

De: N.W. Ross, Expert des Mines.

Objet: Projet Legislation Minière - Redaction Verter

En principe, nous sommes partisans à la disposition
de la matière, préparée comme il avait été déjà convenu.

En général, nous sommes aussi d'accord avec le texte
du projet, excepté pour les points suivants:

Titre II: Recherches minières:

Article 20. A notre avis, l'étendue d'un permis spécial ne
doit être limitée que par un seul polygone. Si l'on veut
avoir plusieurs polygones, chacun d'eux doit être l'objet
d'un permis séparé.

Article 21. Qui est responsable de l'abornement du polygone?
Il faut le statué dans la loi. A notre avis, l'abornement
doit être fait à la charge du demandeur (titulaire), mais
sous la surveillance du bureau des mines. L'inspection par
le bureau des mines devrait être faite avant que la demande
ne soit affichée pour l'opposition éventuelle, c.a.d. qu'on
ne peut pas dire que "le droit exclusif naîtra dès que
l'abornement sera effectif". L'accord du Ministre est basé sur
l'abornement, pas inversement comme l'indique le texte Verter.
Par conséquent, le conservateur des titres fonciers sera notifié
dans le mois qui suivra l'institution du permis spécial.
(Par qui?)

Article 23. Trop compliqué! Pourquoi ne pas dire tout simple-
ment: "Le montant global de redevance reste le même comme la
redevance initiale pour toutes les périodes de validité du
permis".

Article 24. Ici on trouve supprimé le droit de faire pâturer les bêtes du titulaire, ainsi que le droit de faire les canalisations nécessaires. Tous les deux sont mentionnés dans l'ancienne législation. Pourquoi pas dans ce projet?

A notre avis, il faut aussi ajouter à cet article que les droits constituent une servitude légale dans l'intérêt public.

Article 27. Il est statué dans le dernier alinéa que l'institution d'un permis ou d'une commission d'exploitation entraîne l'annulation simultanée du permis spécial à l'extérieur du périmètre du permis d'exploitation ou de la concession, mais le laisse subsister à l'intérieur de celui-ci.

A notre avis, il faut bien laisser subsister le permis spécial en dehors du périmètre jusqu'à son expiration régulière. A l'intérieur du périmètre, les droits du permis spécial sont compris dans le permis ou la concession d'exploitation.

Article 38. Dans le dernier alinéa, il faut aussi mentionner l'opposition, qui n'est pas du tout mentionné dans les articles précédents.

Titre III: Exploitation des Mines

Article 39. Le deuxième alinéa: Pour le traitement et enrichissement de minerais un permis de traitement sera nécessaire. Il faut bien préciser que c'est uniquement pour le traitement et l'enrichissement que ce permis est nécessaire, car le permis ou la concession d'exploitation comprend déjà le traitement des minerais extraits.

Article 44. Le concessionnaire est tenu de se substituer une société par actions dans un délai fixé par le cahier des charges. Pourquoi pas fixer le délai dans la loi?

Article 49. Le titulaire d'une concession a droit à la prolongation d'une durée limitée de sa concession. La durée initiale est fixée par la loi. Pourquoi pas aussi la durée de la prolongation?

Article 51. Il est statué dans le texte que le concessionnaire a le droit, sous conditions fixées par la direction des mines, d'utiliser la force motrice des cours d'eau à l'intérieur de sa concession. Ceci est en conflit avec la présente législation qui a soumis cette utilisation à l'octroi d'une concession spéciale. A notre avis, l'ancienne loi doit être préservée sur ce point.

Article 56. Il faut préciser que l'institution d'une concession sera signalée au conservateur des titres fonciers pour son enregistrement. Sans cette enregistrement, la concession n'a aucune valeur juridique.

Article 59 à 63. Les obligations fiscales du concessionnaire doivent être étudiées en commission financière. Il nous semble que l'économie de l'exploitation sera surchargée par les obligations statuées. Les bénéfices nets dans l'article 61 doivent être mieux définis. Aussi, il ne semble pas que l'énumération des minerais pauvres et riches est pratiquement réalisable.

Enfin, l'article 63 nous semble être superflu. Ce n'est pas à une législation minière de fixer la répartition des redevances perçues.

Article 71. Pourquoi dire dans le texte: une concession de durée limitée? Toutes les concessions sont de durée limitée!

Article 83. D'accord! Mais pourquoi seulement les permis d'exploitation sont-ils soumis aux lois et règlements sur les mines en ce qui concerne la sécurité publique et la sûreté des ouvriers? Pourquoi pas les concessions aussi?

Articles 93 et 94. Ces articles comprennent des ordonnances qu'on pourraient inclure dans les réglementations minières. Ils doivent être abrégés.

Article 102. Les taxes pour la licence de mineur et ses renouvellement sont pour l'arrêté ministériel qui s'occupe des taxes de redevances miniers.

En général: Il faudrait, à notre avis, employer dans la loi l'expression "concession d'exploitation", non seulement "concession". Il existe plusieurs sortes de concessions, (ex. concession d'utiliser la force motrice, etc.) et il faudrait que la législation soit strictement claire et sans ambiguïtés.

Chapitre IV. Permis de Traitement

Plusieurs des obligations de l'ancienne législation sont supprimées. comme, par exemple, les dispositions des alinéas 99.A.2 (des sommes revenant à l'Etat qui ont été dissimilées ou non déclarées), 99.B (de l'apport ou transfert du permis avant que l'usine ne soit encore en exploitation), 99.C (du droit de l'Etat à acquérir par préférence toute ou une partie de la production), et 99.C (du devoir de se conformer à certaines mesures établies par l'Etat). Puis les dispositions des articles 100 et 101 (de la forme des sociétés qui peut obtenir un permis de traitement), et l'article 103 (de la cession du permis). Même si l'on ne veut pas employer le texte dans le sens qu'il apparaît dans l'ancienne législation, à mon avis, on ne peut pas négliger les questions sus-dites.

Titre VI: Exercice et surveillance administrative

Article 138. A notre avis, il serait bien d'ajouter que des règlements détermineront aussi les conditions d'application de la présente ordonnance minière. On pourrait aussi ajouter que ces règlements ne détermineront pas seulement les formes des registres à tenir, mais aussi les formes des rapports périodiques qui devraient fournir les entreprises.

Titre IX: Disposition transitoires:

Article 149. A notre avis, cet article est superflu car les permis spéciaux, conférants des droits exclusifs à l'intérieur des cercles, doivent avoir déjà ^{été} expirés.

Article 151 and 152. Nous doutons si le texte de ces articles peut avoir une valeur pratique. Il serait mieux, à notre avis, si l'on pouvait trouver une forme d'imposer aux titulaires des anciennes conventions une obligation d'exécuter un programme minimum de prospection, recherche et exploitation sur le total de leurs concessions, ou de remettre à la prospection publique les terrains à l'intérieur de leurs concessions qu'ils ne peuvent pas utiliser eux-mêmes durant un nombre d'années limitée?

Question:

A qui appartiennent les substances récupérées des trafiquants illégitimes?

Suggestion:

Si l'on peut prouver que les substances dérivent d'un terrain réservé en vertu de permis ou concession d'exploitation, elles deviennent automatiquement le propriété du titulaire du permis ou de la concession.

Si elles dérivent des terrains qui ne sont couverts ni par permis ni par concession d'exploitation, les substances appartiennent à l'Etat.

S'il n'est pas établi que les substances dérivent d'un terrain réservé comme sus-indiqué, l'Etat sera le bénéficiaire.

copie

PROJET

d e

LEGISLATION DES MINES

Stéphane V E R T E R
Ing. civil des mines.
Expert en législation
et économie minières.

REPUBLIQUE DU CONGO

P R O J E T

d e

L E G I S L A T I O N D E S M I N E S

1963

Stéphane V E R T E R
Ing. civil des mines.
Expert en législation
et économie minières.

P R O J E T

L E G I S L A T I O N D E S M I N E SR E G I M E G E N E R A L

TITRE 1er.

G E N E R A L I T E S E T C L A S S E M E N T D E S G I T E S D E S U B S T A N C E S M I N E R A L E SA R T I C L E P R E M I E R

DEFINITIONS : Une opération minière comprend essentiellement les phases suivantes :

a) RECHERCHES MINIERES : comprennent :

La prospection ou l'opération qui consiste à procéder à des investigations superficielles en vue de la découverte des substances minérales, l'étude des indices par des tranchées, géophysique, géochimie, aérophotographie, etc. suivie et complétée par :

La recherche qui comprend tout un ensemble de travaux superficiels ou profonds exécutés en vue d'établir la continuité d'indices découverts par la prospection, d'en étudier les conditions d'exploitation et d'utilisation industrielle et d'en conclure à l'existence de gisement de substances minérales ;

b) EXPLOITATION : l'opération qui consiste à extraire des substances minérales pour en disposer à des fins utilitaires ;

c) TRAITEMENT : c'est l'enrichissement, par les moyens industriels, des minerais extraits de la mine en vue de les rendre économiquement utilisables dans l'industrie.

A R T I C L E 2 .

La recherche, l'exploitation et le traitement des substances minérales sont soumis aux dispositions de la présente législation.

ARTICLE 3.

Les masses de substances minérales ou fossiles sont classées, relativement à leur régime légal, en "carrières" et en "mines". La classification est basée sur la nature des substances et non pas sur la nature du gisement ou mode d'exploitation.

ARTICLE 4.

Les carrières comprennent :

La tourbe, les ardoises, les grès, les pierres à bâtir, les marbres, les granits, les pierres à chaux, les pierres à plâtre, le gypse, les pouzzolanes, le trass, les basaltes, les laves, les marnes, les craies, les sables, les silex, les argiles, le kaolin, les terres à foulon, les terres à poterie, le copal fossile, les gîtes de matériaux de construction, de matériaux d'empierrement, de matériaux pour l'industrie céramique, de matériaux d'amendement pour la culture des terres et d'autres substances analogues à l'exception des phosphates, nitrates, sels alcalins et autres sels associés dans les mêmes gisements.

ARTICLE 5.

Sont considérées comme mines les gîtes connus pour contenir :

- a) de la houille, du lignite ou d'autres combustibles fossiles, la tourbe exceptée, des bitumes, de l'asphalte, de graphite;
- b) des sels de sodium et de potassium à l'état solide ou en dissolution, de l'alun et autres sulfates, des nitrates ;
- c) des phosphates, des terres alumineuses (bauxites) ;
- d) du fer, du chrome, du manganèse, du titane, du canadium, du cuivre, du plomb, du zinc, du cadmium, du germanium, du bismuth, de l'antimoine, de l'arsenic, du soufre, du sélénium, du tellure ;
- e) de l'étain, du tungstène, du molybdène, du niobium, du tantale, du cérium ou d'autres éléments des terres rares, de l'amiante, du mica, des fluorures ;
- f) du mercure, de l'argent, de l'or, du platine et des métaux de la mine de platine ;

./...

- g) du radium, de l'uranium, du thorium ou d'autres éléments radio-actifs ;
- h) des diamants et autres pierres précieuses ou semi-précieuses ;
- i) de l'hélium et autres gaz rares.

D'une façon générale, les gîtes de toutes substances qui ne sont pas classés dans les carrières.

A cette énumération peuvent être ajoutées par ordonnance, sur proposition du Conseil supérieur des mines, des substances analogues n'ayant pas jusqu'alors d'utilisation dans l'économie.

Les substances de la catégorie mines sont dites "substances concessibles".

ARTICLE 6.

Les hydrocarbures liquides ou gazeux, par suite de leur particularité tant au point de vue de leur formation au sein de la terre qu'au point de vue de leurs recherches et exploitation, sont régis par une législation spéciale dite "législation des hydrocarbures liquide ou gazeux.

Pour ce qui est des sources d'eaux minérales, des règlements d'administration publique détermineront leur recherche, exploitation et leur surveillance.

ARTICLE 7.

Si une substance n'est pas explicitement nommée dans la loi, on admet que l'énumération relative aux carrières seule est limitative et on la classe dans la mine.

ARTICLE 8.

A toute époque une ordonnance du ministre, sur avis du Conseil supérieur des mines, après enquête, peut décider le passage, à une date déterminée, dans la classe des mines, des substances antérieurement classées sous la qualification de carrières.

Sous réserve des dispositions prévues à l'article 43, le propriétaire ou l'exploitant d'une carrière au moment de l'entrée en vigueur de l'ordonnance ci-dessus ~~aura~~ la priorité d'obtention d'un permis d'exploitation de substances nouvellement classées dans les mines.

ARTICLE 9.

Les carrières sont réputées ne pas être séparées de la propriété du sol; elles en suivent les conditions. Leur recherche et leur exploitation ont lieu dans les conditions déterminées par des règlements d'administration publique.

ARTICLE 10.

Les mines constituent une propriété distincte et indépendante de la propriété du sol; elles appartiennent à la Nation et font partie de son domaine public.

ARTICLE 11.

Aucune personne physique ou morale ne peut procéder à des opérations minières de substances concessibles, sans avoir obtenu au préalable une autorisation minière.

Pour faire de la prospection, il est nécessaire d'avoir une autorisation personnelle.

Le droit de faire des recherches minières ne peut être acquis qu'en vertu d'un permis spécial de recherches.

Nul ne peut exploiter une mine si ce n'est en vertu d'une concession ou d'un permis d'exploitation.

./...

TITRE II

RECHERCHES MINIERESARTICLE 12.

Les régions où la recherche des mines est autorisée à tous en vertu de permis sont déterminées par décret.

ARTICLE 13.

L'autorisation personnelle prévue à l'article 11 deuxième alinéa est accordée par le ministre du gouvernement central ayant les mines dans ses attributions.

ARTICLE 14.

L'autorisation personnelle est attribuée, moyennant le paiement d'une taxe fixée par arrêté ministériel, pour une durée de quatre ans renouvelable une ou plusieurs fois pour une période de quatre ans chaque fois.

Elle peut être accordée à toute personne physique ou morale répondant à certaines conditions fixées par un règlement d'administration publique.

ARTICLE 15.

Sous réserve des dispositions de l'article 33 ci-dessous, l'autorisation personnelle est valable dans toutes les régions ouvertes à la prospection publique et pour toutes substances concessibles.

ARTICLE 16.

Les travaux de recherches minières ne peuvent être entrepris qu'avec un permis spécial de recherches en vertu de l'article 11 troisième alinéa ci-dessus.

Sous réserve des conditions prévues à l'article 19 ci-dessous, le permis spécial de recherches est attribué au titulaire d'une autorisation personnelle prévue à l'article 13 ci-dessus et remplissant en outre les conditions suivantes:

- a) être apte à conduire les travaux de recherches ;
- b) toutes sociétés à but lucratif régies sous le régime des lois congolaises ayant leur siège dans le pays.

ARTICLE 17.

Sous réserve des conditions stipulées aux articles 18 et 19 ci-après, le titulaire d'une autorisation personnelle qui découvre les indices de richesses minières peut acquérir un permis spécial de recherches d'une ou plusieurs substances concessibles dans un polygone déterminé à l'exclusion de toute autre personne et de disposer librement des produits extraits à l'occasion de ses recherches, sans que celles-ci ne dégénèrent en une véritable exploitation. L'autorisation de disposer des produits extraits est subordonnée au paiement préalable d'une redevance de 10% de la valeur des produits extraits.

ARTICLE 18.

Pour avoir droit au permis spécial de recherches, le titulaire de l'autorisation personnelle doit, avant tout autre titulaire d'une telle autorisation, occuper le terrain à réserver.

L'occupation est effective en plantant au centre du terrain à réserver un poteau-signal.

ARTICLE 19.

Nul ne peut obtenir un permis spécial de recherches de substances concessibles s'il ne possède les capacités techniques et financières nécessaires pour mener à bien ses recherches et s'il n'a pris l'engagement d'exécuter un programme minimum de travaux pour la période de validité du permis demandé.

Le permis ne peut être conservé que si ces diverses obligations continuent à être respectées.

Le permis est accordé pour une durée de deux ans, pour une ou plusieurs substances concessibles, par le ministre du gouvernement provincial ayant les mines dans ses attributions, sur avis favorable de la Direction des mines, moyennant le paiement d'une taxe fixée par arrêté ministériel.

Le demandeur est tenu de :

- a) présenter un programme général de travaux adapté tant à la durée sollicitée qu'à l'étendue et aux caractères géologique et géographique du terrain visé par la demande ;
- b) s'engager à consacrer à ses recherches un effort financier minimum approprié ;
- c) déposer à la Caisse d'Epargne du Congo un cautionnement fixé par arrêté ministériel.

ARTICLE 20.

L'étendue du permis spécial de recherches est limitée par un ou plusieurs polygones d'angles droits dont les côtés sont orientés NS - EO.

ARTICLE 21.

Le droit exclusif de recherches à l'intérieur du périmètre des polygones prévus à l'article 20 ci-dessus naîtra dès que l'abornement de ceux-ci sera effectif.

L'abornement sera fait au moyen de bornes et de poteaux placés aux angles et sur les côtés, au passage des rivières, cours d'eau, etc. de façon telle que les tiers prospecteurs reconnaissent aisément ces limites.

Les bornes et poteaux porteront un écriteau indiquant le nom du titulaire du permis, la date de la délimitation, le nom du polygone et le numéro d'ordre de la borne ou du poteau.

Dans le mois qui suivra l'abornement, celui-ci sera notifié au Conservateur des Titres Fonciers sous peine de déchéance. A cette notification sera joint un croquis du terrain à l'échelle de 1/20.000, indiquant la direction du Nord vrai, le périmètre du polygone, les repères des bornes, les cours d'eau, routes et points géographiques, etc.

ARTICLE 22.

La validité du permis spécial de substances concessibles peut, sur la demande de son titulaire et dans les mêmes conditions que pour l'octroi du permis, être prolongée,

./...

à deux reprises chaque fois de deux ans, sans nouvelle enquête, par décision du ministre provincial ayant les mines dans ses attributions, sur avis favorable de la Direction des mines, moyennant le paiement à chaque renouvellement d'une taxe fixée par arrêté ministériel.

Chacune de ces prolongations est de droit pour une durée égale à celle de la période de validité précédente si le titulaire du permis spécial a satisfait à ses obligations et souscrit dans sa demande de prolongation un effort financier égal à l'effort financier souscrit pour la période de validité précédente et réduit la superficie de son permis de moitié lors du 1er renouvellement et de moitié de la surface restante lors du deuxième renouvellement. Les surfaces restantes sont choisies par le titulaire et indiquées dans la demande de renouvellement; elles doivent être comprises à l'intérieur d'un ou plusieurs blocs ou périmètre de forme polygonale à angles droits et côtés orientés NS - EO. Le périmètre ainsi fixé doit englober tous les gîtes reconnus.

En cas de contestations sur l'application des dispositions du précédent alinéa, il est statué sans recours sur avis conforme du Conseil supérieur des mines.

ARTICLE 23.

Le titulaire d'un permis spécial de recherches est tenu, à peine de déchéance, de payer à l'Etat, une redevance qui est :

Période initiale :	a	fr	par	an	et	par	ha	;
1er renouvellement :	2a	fr	-	-	-	-	-	-
2e renouvellement :	4a	fr	-	-	-	-	-	-

" a " étant la redevance de base fixée par arrêté ministériel.

La redevance ci-dessus est payable en janvier pour l'année en cours. Pour la première année, elle sera payée en même temps que l'octroi du permis.

ARTICLE 24.

Le titulaire d'un permis spécial jouit, moyennant autorisation préalable du bureau des mines, des droits suivants:

./...

A) A l'intérieur du périmètre de son permis :

- i) le droit exclusif de faire des travaux de recherches minières ;
- ii) le droit d'établir des voies d'accès, d'ériger des constructions destinées aux travaux de recherches.

B) A l'extérieur du périmètre de son permis :

- i) le droit d'établir des voies d'accès.

ARTICLE 25.

Le titulaire d'un permis spécial a droit à un titre minier d'exploitation s'il a, pendant la durée du permis, fourni la preuve, par des travaux de recherches régulièrement poursuivis, de l'existence d'un gisement exploitable à l'intérieur du périmètre sollicité et s'il remplit alors les conditions requises au titre III de la présente législation, notamment l'article 43.

ARTICLE 26.

Lorsque le titulaire d'un permis spécial ne satisfait pas à ses engagements, ne maintient pas dans le périmètre de ce permis une activité en rapport avec l'effort financier minimum souscrit, cesse de présenter les garanties techniques ou financières nécessaires pour mener à bien ses recherches, l'annulation du permis peut être prononcée par décision du ministre provincial ayant les mines dans ses attributions, prise sur proposition de la Direction des mines et sur avis favorable du Conseil supérieur des mines.

ARTICLE 27.

Si le permis spécial vient normalement à expiration définitive avant qu'il soit statué sur une demande de concession ou de permis d'exploitation introduite par son titulaire, une décision du ministre sur avis favorable du bureau des mines peut proroger, jusqu'à intervention d'une décision, la validité du permis visé dans cette demande.

./...

L'institution d'un permis d'exploitation de substances concessibles ou l'institution d'une concession pour toutes substances concessibles entraîne l'annulation simultanée du permis spécial de recherches dont ils dérivent à l'extérieur du périmètre du permis d'exploitation ou de la concession mais le laisse subsister à l'intérieur de ce périmètre.

ARTICLE 28.

Les mutations de permis spéciaux par acte entre vifs ne prennent effet que si elles sont autorisées par le ministre du gouvernement provincial ayant les mines dans ses attributions, sur avis favorable de la Direction des mines et enregistrées à la Conservation des Titres Fonciers.

Tout acte passé en violation des dispositions de l'alinéa ci-dessus est nul et de nul effet et peut entraîner l'annulation du permis dans les formes prévues à l'article 26 ci-dessus.

ARTICLE 29.

Nul ne peut être admis à devenir par mutation entre vifs titulaire d'un permis spécial s'il ne satisfait aux conditions exigées pour l'octroi d'un tel permis définies à l'article 19 ci-dessus. Le permis ne peut être cédé qu'en totalité et à un seul cessionnaire.

ARTICLE 30.

Les mutations de permis spéciaux font l'objet d'un acte authentique. Elles n'existent que par l'inscription du contrat d'aliénation sur les registres tenus par le Conservateur des Titres Fonciers. Cette inscription est reproduite au verso du permis transféré.

La cession donne lieu à la perception d'un droit de mutation égal à 6% de la valeur du permis comprenant le polygone, le matériel et les installations.

En cas de mutation, le permis spécial est réputé avoir pour date d'origine la date d'institution du permis initial.

ARTICLE 31.

Le titulaire d'un permis spécial peut y renoncer en totalité.

La renonciation ne devient définitive qu'après avoir été acceptée par le ministre. Elle entraîne l'annulation du permis dans l'étendue sur laquelle elle porte.

ARTICLE 32.

A l'expiration normale du permis spécial, les terrains ainsi que les travaux miniers, les constructions et les produits se trouvant à l'intérieur du périmètre reviennent gratuitement à l'Etat.

Toutefois, le titulaire du permis devra, lors de l'abandon des lieux, exécuter certains travaux que l'administration des mines pourra lui prescrire en vue de la sécurité publique.

ARTICLE 33.

- A) Sont interdits tous travaux de prospection, recherches et exploitation :
- a) dans les terrains fermés aux travaux miniers en vertu d'un acte législatif ;
 - b) à l'intérieur du périmètre d'un titre minier conférant à son titulaire un droit exclusif de recherches ou d'exploitation ;
 - c) dans les terrains faisant l'objet d'une demande de permis spécial.
- B) Sont interdits les travaux de prospection, de recherches et d'exploitation, sauf avec autorisation préalable du Bureau des mines du district :
- a) dans le périmètre des circonscriptions urbaines ou des localités y assimilées ;
 - b) sur la voie publique et dans les terrains qui bordent à moins de 20 mètres ;
 - c) dans les terrains appartenant à l'Etat et occupé par lui d'une manière effective ;

- d) dans les terrains occupés par des villages, des cultures ou des exploitations minières de droit coutumier.
- c) Sont interdits les travaux de prospection, de recherches et d'exploitation, sauf accord préalable avec les ayants droit:
 - a) dans les terrains sur lesquels des tiers possèdent des droits de propriété ou de jouissance;
 - b) dans les terrains distants de moins de 50 mètres d'une construction en matériaux durs : pierres, briques, béton ou d'un chantier d'exploitation.

Toutefois, à défaut de consentement des ayants droit, les travaux de prospection, de recherches et d'exploitation pourront être autorisés par le Bureau des mines du district, les intéressés ayant été préalablement entendus.

ARTICLE 34.

Sous réserve des dispositions de l'article 33 ci-dessus et des articles 35 et 36 ci-après, le titulaire d'un permis spécial de recherches doit, un mois avant l'ouverture des travaux, aviser le Bureau des mines du district, pour : puits de plus de 10 mètres, galeries de plus de 25 mètres et sondages de plus de 50 mètres.

ARTICLE 35.

Si les travaux exécutés ne sont que passagers et si le sol où ils ont eu lieu peut être mis en culture au bout d'un an comme il l'était auparavant, l'indemnité est réglée au double du produit net du terrain endommagé.

Lorsque l'occupation ainsi faite prive le propriétaire de la jouissance du sol pendant plus d'une année ou lorsque après l'exécution des travaux les terrains occupés ne sont plus propres à la culture, les propriétaires peuvent exiger du titulaire du permis l'acquisition du sol. La pièce de terre trop endommagée ou dégradée sur une trop grande partie de la surface doit être achevée en totalité si le propriétaire l'exige.

Le terrain à acquérir ainsi est toujours estimé au double de la valeur qu'il avait avant l'occupation.

./...

Les contestations relatives aux indemnités réclamées par les propriétaires du sol en vertu du présent article sont soumises aux tribunaux civils.

Les dispositions du présent article relatives au mode de calcul de l'indemnité due au cas d'occupation ou d'acquisition des terrains ne sont pas applicables aux autres dommages causés à la propriété par les travaux de recherches ; la réparation de ces dommages reste soumise au droit commun.

ARTICLE 36.

Sur les terrains occupés par les individus suivant le droit coutumier, conformément aux dispositions de l'article 33 B d) ci-dessus, les travaux miniers sont autorisés par le Bureau des mines qui, après accord avec les chefs coutumiers, fixe l'indemnité préalable due par le titulaire du permis et en surveille la répartition. Le montant de l'indemnité est déterminé conformément à l'article 35 ci-dessus.

ARTICLE 37.

Le permis spécial de recherches constitue un droit immobilier cessible et transmissible, non susceptible d'hypothèque.

ARTICLE 38.

Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application du présent titre, notamment :

- les conditions d'application de l'article 18 ;
- les formes d'instruction à laquelle donneront lieu les demandes de permis spécial de recherches, les conditions d'abornement du polygone sollicité, le délai dans lequel il doit être statué sur les demandes de permis.

TITRE III

EXPLOITATION DES MINES

GENERALITES

ARTICLE 39.

Conformément aux dispositions de l'article 11 dernier alinéa, les mines de substances concessibles ne peuvent être exploitées que soit en vertu d'une concession, soit en vertu d'un permis d'exploitation.

Pour traitement et enrichissement ^{seul} de minerais, un permis de traitement sera nécessaire.

ARTICLE 40.

Les concessions de mines sont accordées soit au titulaire d'un permis spécial de recherches, soit en vertu de conventions.

ARTICLE 41.

Les mines sont immeubles; sont aussi immeubles les bâtiments des exploitations, les machines et autres travaux établis à demeure. Sont immeubles par destination les machines et outillage servant à l'exploitation.

Les actions ou intérêts dans une société ou entreprise pour l'exploitation des mines sont meubles; sont aussi meubles les matières extraites, les approvisionnements et autres objets mobiliers.

CHAPITRE 1er.

CONCESSIONS

§ I. OCTROI DE CONCESSIONS

./...

ARTICLE 42.

Nul ne peut obtenir une concession s'il ne possède les capacités techniques et financières pour mener à bien les travaux d'exploitation.

Les concessions de mines sont accordées après versement d'une taxe fixée par arrêté ministériel par le Conseil du Gouvernement provincial, sur proposition de son ministre ayant les mines dans ses attributions, sur avis favorable de la Direction des mines, aux conditions d'un cahier des charges annexé à l'acte institutif.

ARTICLE 43.

Pendant la durée de validité d'un permis spécial, son titulaire peut seul obtenir une concession portant, à l'intérieur du périmètre de ce permis, sur des substances visées par celui-ci.

Le titulaire du permis ci-dessus a droit à une concession s'il a :

- a) fourni, pendant la durée du permis de recherches, la preuve, par des travaux de recherches régulièrement poursuivis, de l'existence d'un gisement exploitable à l'intérieur du périmètre sollicité ;
- b) justifié des facultés nécessaires pour entreprendre et conduire les travaux d'exploitation et les moyens de satisfaire aux redevances et indemnités qui lui seront imposées par l'acte de concession ;
- c) accepté un cahier des charges conforme au cahier des charges type de concessions minières ;
- d) déposé à la Caisse d'Epargne du Congo un cautionnement dont le montant est fixé par arrêté ministériel.

En cas de contestation sur l'étendue ou le caractère exploitable du gisement, il est statué par décision du ministre du gouvernement provincial sur avis motivé du Conseil supérieur des mines.

ARTICLE 44.

Le concessionnaire est tenu de se substituer une société congolaise par actions à responsabilité limitée (S.C.A.R.L.) dans un délai fixé dans le cahier des charges

annexé à l'acte institutif et dont les statuts doivent être préalablement approuvés par le ministre ayant délivré la concession.

ARTICLE 45.

L'étendue d'une concession est déterminée par l'acte de concession. Elle comprend des lots de une ou plusieurs parcelles; chaque parcelle est limitée par la surface engendrée par les verticales indéfiniment prolongées en profondeur et s'appuyant sur un périmètre de forme polygonale à angles droits dont les côtes sont orientées NS - EO. Le périmètre, défini en surface, doit être entièrement à l'intérieur du permis de recherches.

ARTICLE 46.

La durée d'une concession ne peut dépasser cinquante ans. Elle sera fixée dans le cahier des charges.

ARTICLE 47.

Le cahier des charges de la concession fixe :

- a) les conditions générales de cette concession conforme au cahier des charges-type relatif à la substance concédée ;
- b) les obligations fiscales du concessionnaire ;
- c) les conditions particulières qui pourront comprendre notamment : l'établissement de filiales ayant pour objet le traitement, le transport, la vente, l'exportation des produits extraits de la mine, la production de force motrice nécessaire à l'activité de la mine, etc.
- d) les obligations particulières concernant l'activité et le contrôle de la société concessionnaire.

ARTICLE 48.

Le titulaire d'une concession ou l'exploitant d'une mine est tenu, à peine de déchéance :

- I. A payer à l'Etat les redevances minières conformément aux stipulations des articles 59 et 60 ci-après ;

./...

II.- A remettre à l'Etat s'il fait apport ou transfert de la concession alors que la mine n'est pas encore en exploitation, le tiers de toutes valeurs qu'il recevra à un titre quelconque et sous quelque forme que ce soit, sous déduction préalable des sommes réellement dépensées, plus les intérêts, sans que ceux-ci puissent en aucun cas dépasser 50% du capital et à l'exception des titres ou parts bénéficiaires de la société acquéreur, non représentatifs du capital social.

Toutefois, cette obligation n'existe pas si le transfert du permis est opéré par une société par actions assujettie elle-même au paiement des redevances sur les bénéfices envers l'Etat ;

III.- A laisser l'Etat acquérir par priorité, à prix égal, tout ou partie de sa production ;

IV.- A se conformer à toute mesure que l'Etat devrait établir, dans l'intérêt général, pour restreindre, régulariser ou centraliser la production ou la vente des produits.

ARTICLE 49.

Le titulaire d'une concession a droit, sur sa demande, à la prolongation, d'une durée limitée, de sa concession aux conditions du cahier des charges type en vigueur à la date de sa demande, sans modification des conditions particulières précédemment imposées.

ARTICLE 50.

La concession instituée en vertu de l'article 42 ci-dessus confère le droit exclusif de procéder à des travaux d'exploitation du gisement concessible et d'effectuer le traitement de ses minerais. A l'intérieur du périmètre de la concession, le concessionnaire jouit, en matière de recherches minières pour les substances désignées du droit exclusif conformément à l'article 27 dernier alinéa.

ARTICLE 51.

Le titulaire d'une concession ou l'exploitant d'une mine sera autorisé par le Conseil du gouvernement provincial, sur proposition de son ministre ayant les mines dans ses

.....

attributions et sur avis favorable de la direction des mines, à occuper à l'intérieur du périmètre de sa concession, les terrains nécessaires à l'exploitation de sa mine, et aux installations qui sont indispensables à celle-ci, notamment:

- les installations nécessaires à l'exploitation du gisement, y compris les installations de secours tels que : puits et galeries destinés à faciliter l'aérage et l'écoulement des eaux ;
- les ateliers de réparation, de lavage et de concentration de minerais extraits de la mine ;
- les installations destinées au stockage et à la mise en dépôt des produits et déchets qui résultent des activités visées aux alinéas ci-dessus ;
- logements ouvriers, cantines, écoles, etc...

Le concessionnaire ou l'exploitant ne peut toutefois occuper une parcelle de terrain visé par autorisation gouvernementale qu'après avoir payé ou fourni caution de payer l'indemnité d'occupation évaluée comme il est dit à l'article 55 ci-dessus.

Le concessionnaire ou l'exploitant d'une mine peut être autorisé dans les mêmes conditions que ci-dessus:

- à utiliser, sous certaines conditions fixées par la direction des mines, à l'intérieur du périmètre de sa concession, les cours d'eau non navigables ni flottables, dans la mesure nécessaire à l'exploitation des mines et au traitement des minerais ainsi que la force motrice de ces cours d'eau ;
- à établir à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur du périmètre de sa concession, des voies d'accès pour assurer la marche normale de ses activités.

Le droit d'occuper le terrain conformément au présent article constitue une servitude légale d'intérêt général.

ARTICLE 52.

Toute responsabilité dérivant du fait de l'occupation des terrains incombe au concessionnaire ou l'exploitant de la mine. Celui-ci est tenu de réparer les dommages causés par les travaux - même autorisés - qu'il exécute pour l'exploitation de la mine.

En cas de mutation de la concession, la responsabilité des dommages provenant des travaux déjà faits au moment du transfert, incombe solidairement à l'ancien et au nouveau concessionnaire.

ARTICLE 53.

L'autorisation d'occuper les terrains prévus à l'article 51 ci-dessus ne confère pas au concessionnaire ou l'exploitant de la mine le droit d'empêcher l'exécution de travaux d'utilité publique ou l'exploitation des carrières pour fournir les matériaux nécessaires à ces travaux. Le concessionnaire a droit à la réparation des dommages subis.

ARTICLE 54.

L'indemnité d'occupation est celle prévue aux articles 35 et 36 ci-dessus.

ARTICLE 55.

Les droits et obligations attribués au titulaire d'une concession à l'égard des substances visées par l'acte institutif de celle-ci lui sont également conférés à l'égard des autres substances concessibles qui, à l'intérieur d'un même gisement sont avec les premières dans un état de connexité tel que leur abatage soit la conséquence nécessaire de l'abatage de celle-ci. En outre, le concessionnaire peut être mis en demeure de solliciter, dans un délai déterminé, l'extension de son titre à ces substances connexes sous peine d'en perdre la disposition.

L'extension d'une concession à des substances nouvelles peut également être demandée par son titulaire. Elle est accordée dans les mêmes formes que le titre primitif et sous les mêmes réserves.

ARTICLE 56.

L'institution d'une concession crée, conformément à l'article 41 ci-dessus, un droit immobilier, de durée limitée, distinct de la propriété de la surface. Ce droit est susceptible d'hypothèques sans préjudice de celles qui seraient prises sur la surface.

ARTICLE 57.

Les mutations de titres miniers entre vifs, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit et les amodiations de concessions minières ne prennent effet que si elles sont autorisées par le ministre du gouvernement provincial ayant délivré le titre primitif, sur avis favorable de la direction des mines et enregistrées à la Conservation des titres fonciers.

Tout acte fait en violation du présent article est nul et de nul effet et peut donner lieu au retrait de la concession dans les formes prévues à l'article 65 ci-dessous.

ARTICLE 58.

La cession de titres miniers donne lieu à la perception d'un droit de mutation égal à 6% de la valeur du titre, matériel et installations compris.--

II.- OBLIGATIONS FISCALES DU CONCESSIONNAIREREDEVANCES MINIERESARTICLE 59.

Le concessionnaire est tenu, à peine de déchéance, de payer à l'Etat :

- a) UNE REDEVANCE FIXE DITE SUPERFICIAIRE, par an et par ha de terrain compris dans le périmètre de la concession, payable en janvier pour l'année en cours. Il sera tenu compte de la richesse de l'exploitation définie à l'article 62 ci-dessous et de la superficie suivant le barème ci-après :

	- 10.000 ha.	10.000-20.000ha.	+20.000ha.
Mines pauvres ...	r	2r	4r
Mines riches ...	2r	4r	8r

" r " étant la redevance superficielle de base par an et par ha; sa valeur sera fixée par arrêté ministériel.

./...

Une partie des dépenses de prospection et de recherches faites à l'intérieur de la concession pourra être affectée au paiement de la redevance superficielle; elle sera fixée dans le cahier des charges; il en sera notamment tenu compte de la superficie de la concession; en aucun cas, cette part réservée ne sera cumulative.

- b) UNE REDEVANCE PROPORTIONNELLE : elle est basée sur le produit net expédié et ne pourra dépasser quinze pour cent (15%) du prix de vente du minerai extrait. Le pourcentage sera fixé dans le cahier des charges annexé à la concession. La redevance est payable tous les semestres.

La redevance proportionnelle est réduite de 50% au cours des trois premiers exercices qui suivront le décret d'institution de la concession.

ARTICLE 60.

L'Etat recevra, en outre, une participation de 50% sur les bénéfices nets définis à l'article 61 ci-après.

ARTICLE 61.

On entendra par "bénéfice net" : l'excédent du bénéfice par rapport à l'intérêt réservé au concessionnaire.

Le taux de l'intérêt réservé sera calculé en ajoutant une unité au taux moyen pratiqué pendant la période déterminée dans l'industrie et le commerce et fixé par la Banque nationale du Congo.

L'intérêt réservé sera cumulatif.

ARTICLE 62.

Les exploitations minières sont classées, relativement à leur richesse, en mines pauvres et en mines riches.

- I - Les mines pauvres sont : les gisements de minerais de fer, spécialement les latérites, minerais d'aluminium (bauxites), phosphates, charbons, etc. D'une façon générale, on classera dans les mines pauvres toutes exploitations minières de faible valeur marchande et nécessitant de grandes étendues pour être économiquement exploitable.

II - Les mines riches sont : les gisements de wolframite, cassitérite, les minerais de cuivre, plomb, zinc, cobalt, etc. - et d'une façon générale sont considérées comme mines riches toutes exploitations minières dont le produit obtenu a une grande valeur marchande sous une faible surface exploitée.

Il incombe à la direction des mines d'apprécier du classement des exploitations minières avant l'octroi de toute concession.

ARTICLE 63.

Les redevances perçues par l'Etat conformément aux stipulations des articles 59 et 60 ci-dessus, seront réparties, en application des articles 224 et 225 de la Loi Fondamentale, de la façon suivante :

- 50 % au Gouvernement central,
- 40 % au Gouvernement provincial où se situe la concession,
- 10 % aux collectivités locales propriétaires du sol.

§ III.- RETRAIT ET FIN DE CONCESSIONS

ARTICLE 64.

Le titulaire d'une concession peut renoncer totalement ou partiellement à celle-ci. Les conditions en seront fixées par la direction des mines.

ARTICLE 65.

Lorsqu'une concession est restée inexploitée depuis deux ans consécutifs, le retrait peut être prononcé et le cautionnement acquis au profit de l'Etat, après mise en demeure non suivie d'effet et si aucune justification valable n'a été fournie par l'intéressé, dans les conditions fixées par le Conseil du gouvernement provincial sur proposition de son ministre ayant les mines dans ses attributions après avis conforme du Conseil supérieur des mines.

./...

ARTICLE 66.

Lorsqu'une concession est insuffisamment exploitée pendant trois ans consécutifs sans motif valable, le retrait de la concession peut être prononcé dans les mêmes conditions qu'à l'article 65 ci-dessus.

ARTICLE 67.

Le retrait d'une concession peut également être prononcé et le cautionnement acquis au profit de l'Etat pour défaut de paiement pendant deux années consécutives des redevances et taxes dues à l'Etat après mise en demeure non suivie d'effet dans les conditions fixées à l'article suivant.

ARTICLE 68.

Le retrait d'une concession pour tout autre motif que ceux définis par les articles 65 à 67 ci-dessus peut être prononcé et le cautionnement acquis au profit de l'Etat.

Si le concessionnaire n'a pas régularisé sa situation dans un délai imparti ou n'a pas fourni une justification suffisante de sa situation, sa déchéance pourra être prononcée par le Conseil du gouvernement provincial sur proposition de son ministre ayant les mines dans ses attributions, à la demande de la direction des mines, le Conseil supérieur des mines préalablement consulté.

Lorsque cette décision est devenue définitive, soit par expiration du délai de recours contentieux de deux mois, soit par suite du rejet des recours présentés contre lui, la décision du Conseil du Gouvernement provincial sera définitive et transcrite sur les registres de la conservation des hypothèques à la requête de l'administration des mines.

ARTICLE 69.

Lorsque la déchéance d'une concession est définitive, il est procédé publiquement, par voie administrative, à l'adjudication de la concession avec toutes les installations et le matériel immobilisé.

ARTICLE 70.

Les concurrents à l'adjudication sont tenus de justifier des facultés suffisantes pour satisfaire aux conditions imposées par le cahier des charges de l'adjudication.

Celui des concurrents qui a fait l'offre la plus favorable est déclaré concessionnaire sous réserve d'autorisation préalable prévue à l'article 57 ci-dessus.

Le prix de l'adjudication, déduction faite des sommes avancées par l'Etat, appartient au concessionnaire déchu ou à ses ayants droit.

ARTICLE 71.

En cas d'expiration sans renouvellement d'une concession de durée limitée, celle-ci est gratuitement mise à la disposition de l'Etat, libre de toutes charges, y compris ses dépendances immobilières et les immeubles par nature ou par destination. Les conditions en seront fixées dans le cahier des charges.

ARTICLE 72.

La fin d'une concession entraîne l'extinction de toutes hypothèques sur les droits immobiliers et les immeubles par nature ou par destination.

ARTICLE 73.

Lors de l'abandon des travaux, soit au terme normal de la concession, soit par suite du retrait ou de renonciation volontaire, le concessionnaire devra exécuter les travaux qui lui seront prescrits par la direction des mines en vue de la sécurité publique ou de la conservation de la mine.

ARTICLE 74.

Les cartes utilisées dans les mines sont celles agréées par la direction des mines. Elles sont orientées à la manière des cartes géographiques, c'est-à-dire le nord vrai au haut de la feuille et la ligne méridienne parallèle à l'un des côtés latéraux.

CHAPITRE II

PERMIS D'EXPLOITATION DES MINESARTICLE 75.

Les permis d'exploitation sont accordés, moyennant le versement d'une taxe fixée par arrêté ministériel, par décision du Conseil du gouvernement provincial sur proposition de son ministre ayant les mines dans ses attributions, sur avis favorable de la Direction des mines, aux conditions d'un cahier des charges annexé au permis d'exploitation.

ARTICLE 76.

Seul le titulaire d'un permis spécial peut obtenir, pendant la durée de validité dudit permis, un permis d'exploitation portant, à l'intérieur du périmètre de ce permis exclusif, sur les substances visées par celui-ci.

Le titulaire d'un permis spécial a droit à l'obtention d'un permis d'exploitation des mêmes substances s'il a, pendant la durée de validité de son permis exclusif, fourni la preuve de l'existence, à l'intérieur du périmètre qui fait l'objet du permis, d'un gisement exploitable de moyenne importance et présenté une demande de permis d'exploitation.

Le titulaire du permis doit justifier des facultés nécessaires pour entreprendre les travaux d'exploitation et les moyens de satisfaire aux redevances et indemnités qui lui seront imposées par l'acte de concession.

ARTICLE 77.

Le permis d'exploitation de mines confère à son titulaire le droit exclusif d'exploitation du gisement concessible. A l'intérieur du périmètre du permis, le titulaire de celui-ci jouit, en matière de recherches minières pour les substances désignées, du droit exclusif.

ARTICLE 78.

La durée du permis d'exploitation est de cinq ans au maximum, à compter du jour de son octroi par le Conseil du gouvernement provincial. Elle peut faire l'objet de deux prolongations de cinq ans maximum chacune, par décision du Conseil du gouvernement provincial sur proposition de la direction des mines.

ARTICLE 79.

L'étendue du permis d'exploitation, conformément à l'article 45 ci-dessus, comprend des lots de une ou plusieurs parcelles dont le périmètre défini en surface doit être entièrement à l'intérieur du permis de recherches.

ARTICLE 80.

Le permis d'exploitation crée un droit immobilier, indivisible, non susceptible d'hypothèques. Il est cessible, transmissible et amodiable sous réserve d'autorisation préalable.

ARTICLE 81.

Le titulaire d'un permis d'exploitation est tenu, à peine de déchéance, de payer à l'Etat comme pour une concession, les redevances conformément aux stipulations des articles 59 et 60 ci-dessus dont les conditions sont fixées dans le cahier des charges.

ARTICLE 82.

Le titulaire du permis d'exploitation peut être autorisé à occuper à l'intérieur et à l'extérieur du périmètre de son permis les terrains nécessaires pour assurer l'exploitation de sa mine aux conditions prévues aux articles 51 et 52 ci-dessus.

L'indemnité d'occupation est celle prévue aux articles 35 et 36 ci-dessus.

ARTICLE 83.

Le titulaire du permis d'exploitation devra se conformer aux lois et règlements en vigueur sur les mines en ce qui concerne la sécurité publique et la sûreté des ouvriers.

ARTICLE 84.

Le titulaire d'un permis d'exploitation peut demander la transformation de son titre en une concession s'il fournit pendant la durée de son permis la preuve de l'existence d'un gîte suffisamment important.

Cette transformation d'un permis d'exploitation en concession peut être exigée du titulaire du permis lorsque l'importance du gîte a été suffisamment prouvée et faute par l'intéressé d'obtempérer dans un délai prescrit, son permis d'exploitation peut être annulé.

ARTICLE 85.

Les mutations ou amodiations de permis d'exploitation de mines par acte entre vifs, ne prennent effet que si elles sont autorisées par le Conseil du gouvernement provincial ayant délivré le titre initial, sur avis favorable de la direction des mines et enregistrées à la Conservation des Titres Fonciers.

Tous actes passés entre vifs en violation des dispositions du présent article sont nuls et de nul effet et peut entraîner l'annulation du permis d'exploitation.

ARTICLE 86.

Le retrait du permis d'exploitation peut être prononcé, le permissionnaire entendu et le cautionnement versé acquis au profit de l'Etat par décision du Conseil du gouvernement provincial sur avis de la direction des mines, en cas de non usage du permis d'exploitation ou en cas d'arrêt des travaux pendant plus d'un an ou pour défaut de paiement des redevances dues à l'Etat pendant plus d'un an et si aucune justification n'a été fournie par le permissionnaire ou si le titulaire du permis omet de se conformer aux injonctions qui lui seront adressées par la direction des mines en vue de la bonne utilisation du gisement et de la conservation de la mine.

La décision gouvernementale sera communiquée au titulaire déchu dans les formes prévues à l'article 65 ci-dessus.

ARTICLE 87.

A la fin d'un permis d'exploitation sans renouvellement, la mine est gratuitement mise à la disposition de l'Etat avec ses dépendances immobilières comme prévu pour concessions à l'article 71 ci-dessus.

ARTICLE 88.

Lors de l'abandon des travaux soit au terme normal du permis, soit par suite de retrait ou de renonciation volontaire, le titulaire du permis d'exploitation devra exécuter les travaux qui lui seront prescrits par la direction des mines en vue de la sécurité publique ou de la conservation de la mine.

CHAPITRE III

EXPLOITATIONS ARTISANALES

ARTICLE 89.

Les dispositions particulières précisées aux articles 89 et suivantes, sont applicables aux gisements superficiels alluviaux ou éluviaux de substances minérales suivantes : l'or, le diamant, la cassitérite, la wolframite, la colombo-tantalite, etc.

ARTICLE 90.

Des zones réservées dites Z1 ou l'exploitation artisanale ou familiale de gisements alluviaux ou éluviaux définis à l'article 89 ci-dessus est autorisée en vertu de permis sont déterminées par décret.

ARTICLE 91.

Chacune des zone Z1 sera au préalable l'objet d'une enquête effectuée sur place par une commission composée d'un représentant du Bureau des mines, d'un topographe du service géographique, d'un représentant du gouvernement central et d'un représentant du gouvernement provincial, le chef coutumier de la région entendu.

ARTICLE 92.

L'enquête établira si la demande formulée par la collectivité locale pour la création d'une zone d'exploitation artisanale est justifiée, si elle ne porte pas préjudice à des conventions ou permis miniers voisins et si elle n'encrève aucun de ceux-ci.

ARTICLE 93.

La commission délimitera la zone d'exploitation artisanale en indiquant la substance à exploiter et déposera entre les mains du gouvernement provincial son rapport accompagné d'une carte indiquant la situation du périmètre envisagé et d'un plan sommaire au 1/20.000.

Il appartiendra au ministre provincial ayant les mines dans ses attributions de présenter à son gouvernement la proposition de création de la zone d'exploitation artisanale, sur avis motivé de la Direction des mines. Si celle-ci est décidée, la décision accompagnée d'un extrait de la carte sera affichée pendant un mois dans la région où se trouve la zone d'exploitation.

ARTICLE 94.

Au terme de cette période d'un mois, sauf opposition adressée au bureau des mines, la zone artisanale sera promulguée pour la première fois période de cinq ans. Elle pourra être renouvelée deux fois, chaque fois de cinq ans, sur avis favorable du Bureau des mines, par le ministre des mines du gouvernement provincial.

Il appartiendra au ministre des mines du gouvernement provincial de décider, sur avis motivé du Bureau des mines, du renouvellement ou de la fermeture de la zone d'exploitation artisanale.

ARTICLE 95.

La zone d'exploitation artisanale sera abornée, à défaut de limites naturelles, comme une concession ou permis d'exploitation. Elle devra former un seul bloc et ne pas enclaver des permis miniers préexistants et en cours d'exploitation.

La surface d'une zone d'exploitation artisanale ne peut dépasser ha.

ARTICLE 96.

Les zones exploitées sous le régime artisanale devront être à plus de 10 Km. des concessions exploitées industriellement.

ARTICLE 97.

L'administration des mines exerce une surveillance technique régulière des exploitations artisanales.

ARTICLE 98.

Les produits miniers extraits sous le régime artisanal seront vendus exclusivement soit à des acheteurs patentés et agréés par le gouvernement, soit à des agents du gouvernement.

Le prix d'achat sera déterminé par arrêté ministériel.

ARTICLE 99.

Aucun produit provenant des exploitations artisanales ne peut circuler hors de cette zone entre les mains d'individus non agréés par le Gouvernement.

ARTICLE 100.

La possession, la détention, le transport, la transformation et toutes transactions ayant pour objet des substances visées à l'article 89 ci-dessus sont soumis à l'autorisation du ministre provincial ayant les mines dans ses attributions.

ARTICLE 101.

Nul ne peut pénétrer dans une zone d'exploitation artisanale définie à l'article 90 ci-dessus ou en sortir, si ce n'est par des routes ou chemins définis dans l'arrêté d'institution de la zone.

L'accès à l'intérieur de la zone est réservé aux personnes munies d'un permis de séjour ou de circulation délivré par le bureau des mines dans les conditions fixées par un règlement d'administration publique.

ARTICLE 102.

Tout individu désirant se livrer à l'exploitation artisanale, devra être muni d'une licence de mineur délivrée par le bureau des mines du district contre paiement d'une taxe de 200 francs. La licence sera valable une année et pourra être renouvelée contre paiement de 100 francs.

ARTICLE 103.

La licence de mineur est réservée exclusivement aux citoyens congolais, sauf dérogations qui peuvent être accordées par le Ministre provincial ayant les mines dans ses attributions. Elle sera refusée à tout individu ayant été condamné pour un délit ou pour toute infraction grave à la réglementation minière.

ARTICLE 104.

Chaque détenteur de licence de mineur ne pourra faire travailler pour son compte plus de 20 ouvriers. Il sera responsable de ceux-ci et devra conduire lui-même les travaux;

ARTICLE 105.

Plusieurs détenteurs de la licence de mineur pourront s'associer en une coopérative d'exploitation.

ARTICLE 106.

Pendant toute la durée de validité de la zone d'exploitation artisanale, aucun permis minier ne pourra être accordé sur son périmètre. Celui-ci sera fermé à la prospection des sociétés minières ou des titulaires de permis de recherches.

./...

ARTICLE 107.

Dès règlements d'administration publique détermineront les conditions d'exploitations artisanales et les rapports des mineurs entre eux.

CHAPITRE IV

PERMIS DE TRAITEMENT DE MINERAISARTICLE 108.

Le permis de traitement est accordé, moyennant le versement d'une taxe fixée par arrêté ministériel, par le conseil du gouvernement provincial, sur proposition de son ministre ayant les mines dans ses attributions, sur avis favorable du bureau des mines du district.

ARTICLE 109.

Le permis de traitement confère à son titulaire uniquement le droit de procéder à l'enrichissement des minerais concessibles provenant des exploitations congolaises.

ARTICLE 110.

La durée du permis de traitement est de vingt ans. Il peut être renouvelé sur proposition du bureau des mines, moyennant le versement de la taxe mentionnée à l'article 108 ci-dessus.

ARTICLE 111.

Le titulaire du permis de traitement est astreint au paiement des taxes et impôts sur les bénéfices au même titre que les entreprises commerciales.

Faute par lui d'obtempérer au présent article, il

./...

il peut entraîner le retrait du permis dans les conditions fixées par la direction des mines.

ARTICLE 112.

L'utilisation des cours d'eau dans les usines de traitement de minerais est subordonnée à une autorisation spéciale en vertu de l'ordonnance du 18 juillet 1953.

Les eaux usagées seront obligatoirement assainies avant leur retour à la rivière.

L'autorisation ci-dessus fixera les conditions d'exécution d'aménagements en vue d'assurer une épuration rapide des eaux polluées.

Toute infraction au présent article peut entraîner le retrait de ladite autorisation et la fermeture momentanée de l'usine de traitement.

ARTICLE 113.

Le permis de traitement crée un droit immobilier, susceptible d'hypothèque. Il est cessible, transmissible et amodiable, sous réserve d'autorisation préalable.

TITRE IV

DES CARRIERES

ARTICLE 114

Les carrières telles que définies à l'article 4 ci-dessus sont laissées à la disposition du propriétaire du sol.

ARTICLE 115

L'exploitation des carrières a lieu en vertu d'une déclaration faite au bureau des mines du district.

./...

ARTICLE 116

L'exploitation des carrières à ciel ouvert est soumise à la surveillance de l'administration des mines.

ARTICLE 117

L'exploitation des carrières souterraines de toute nature est soumise à la surveillance de l'administration des mines et à l'observation des lois et règlements.

Des règlements d'administration publique détermineront toutes mesures relatives au personnel, aux installations et travaux destinés :

- à garantir la sécurité et la salubrité publique dans le voisinage des carrières ;
- à sauvegarder ou améliorer les conditions de sécurité ou d'hygiène du personnel employé dans les travaux.

ARTICLE 118

Le droit d'exploiter une carrière appartient au propriétaire du sol et ne peut être exercé que par lui ou de son consentement, sur autorisation du ministre des mines.

ARTICLE 119

Lorsque la mise en valeur des gîtes de substances appartenant à la classe des carrières ne peut prendre le développement nécessaire pour satisfaire les besoins de la région ou l'économie du pays, il pourra être accordé par le ministre provincial ayant les mines dans ses attributions, sur proposition de l'administration des mines, sous réserve de l'article 33 ci-dessus, le propriétaire entendu :

- a) des autorisations de recherches,
- b) des permis d'exploiter la carrière, conférant à leur titulaire le droit d'exploiter les gîtes de cette substance à l'exclusion de toute autre personne.

ARTICLE 120

La durée de l'autorisation de recherche mentionnée à l'article qui précède est de un an.

Le permis d'exploiter une carrière est de cinq ans au plus. Il peut faire l'objet de prolongations successives de même durée.

ARTICLE 121

Le permis d'exploiter une carrière crée un droit immobilier indivisible, non susceptible d'hypothèque. Son titulaire ne peut le céder ou y renoncer sans autorisation de l'administration.

ARTICLE 122

L'exploitant d'une carrière est astreint au paiement à l'Etat d'une redevance basée sur le tonnage extrait. Le montant sera fixé par l'administration des mines en tenant notamment compte de la valeur commerciale du produit extrait et des conditions de son extraction.

ARTICLE 123

Le titulaire d'une autorisation de recherche ou d'un permis d'exploiter une carrière ne peut occuper la ou les parcelles de terrains visées par l'autorisation ministérielle qu'après avoir payé ou fourni caution de payer l'indemnité d'occupation qui, à défaut d'accord amiable avec le propriétaire du sol, sera réglée conformément aux stipulations de l'article 35 ci-dessus.

ARTICLE 124

Le titulaire d'un permis d'exploiter une carrière est tenu de verser au propriétaire de la surface, indépendamment de l'indemnité d'occupation visée à l'article 123 qui précède, une redevance qui, à défaut d'accord amiable avec le propriétaire du terrain, sera fixée par l'administration des mines, compte tenu de la valeur commerciale du produit ainsi que des conditions de son extraction et du préjudice subi.

ARTICLE 125

Il peut être mis fin à un permis d'exploiter une carrière si le titulaire :

- a) cesse de présenter des garanties techniques ;
- b) arrête son exploitation sans motif valable ;
- c) contrevient aux règlements de police visant l'exploitation des carrières et compromet gravement la sécurité des ouvriers ;
- d) omet de se conformer aux injonctions qui lui sont adressées par l'administration des mines.

ARTICLE 126

Avant tout abandon de carrière, le titulaire du permis doit exécuter les travaux qui lui sont prescrits par l'administration des mines en vue de la sécurité publique. A défaut, il y sera pourvu d'office par l'administration des mines et à ses frais. Les travaux, une fois exécutés, la carrière est laissée de plein droit et gratuitement à la disposition du propriétaire de la surface.

TITRE V

PASSAGE DANS LA CLASSE DES MINES DE SUBSTANCES ANTERIEUREMENT SOUMISES AU REGIME LEGAL DES CARRIERES

ARTICLE 127

Un permis d'exploitation est nécessaire pour toute exploitation en activité sous le régime légal des carrières et qui passe dans la classe des mines en vertu de la décision ministérielle prévue à l'article 8 de la présente législation.

ARTICLE 128

A cet effet, le propriétaire ou les exploitants doivent introduire une demande dans le délai fixé par l'ordonnance ministérielle ci-dessus.

ARTICLE 129.

Le demandeur établira qu'il disposait à la date de la décision ministérielle du droit d'exploiter soit comme propriétaire soit en vertu de contrats établis antérieurement à cette date. Il doit, en outre, prouver que des travaux ont été exécutés sur le terrain antérieurement à la susdite ordonnance prévue à l'article 8.

ARTICLE 130.

Les permis d'exploitation de mines faisant objet des articles 127 à 129 ci-dessus sont délivrés conformément aux dispositions du titre III Chapitre II de la présente législation et comportent les mêmes droits et obligations, notamment l'article 81.

TITRE VI

EXERCICE ET SURVEILLANCE ADMINISTRATIVEARTICLE 131.

Toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille ou de mesures géophysiques, quel qu'en soit l'objet et si la profondeur de ces travaux dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit être en mesure de justifier que déclaration de ces activités a été faite au bureau des mines du district lequel devra par la suite être tenu au courant des résultats obtenus.

ARTICLE 132.

Les ingénieurs du bureau des mines ainsi que les personnes munies d'un ordre de mission émanant dudit bureau ont libre accès à tous travaux de sondages, ouvrages souterrains ou travaux de fouille.

ARTICLE 133

Les ingénieurs du bureau des mines ainsi que les ingénieurs placés sous leurs ordres peuvent visiter en tout

temps les travaux de recherches et d'exploitation. Ils peuvent prendre connaissance sur place de tous documents y relatifs. Ils peuvent demander tous renseignements minéralogiques et géologiques recueillis par l'exploitant et se faire remettre des échantillons.

Les exploitants et leurs préposés doivent fournir aux ingénieurs du bureau des mines tous les moyens de parcourir les travaux. Ils doivent leur présenter les plans, tant intérieurs qu'extérieurs ainsi que les registres d'avancement des travaux, ceux du contrôle et du mouvement des ouvriers prévus à l'article suivant. Ils doivent leur fournir tous les renseignements sur l'état de l'exploitation.

ARTICLE 134.

Tout exploitant de mines doit tenir à jour pour chaque centre d'exploitation :

- a) un plan des travaux dont l'échelle sera déterminée par la direction des mines ;
- b) un registre d'avancement des travaux ;
- c) un registre de production de minerais avec indication de production et stock ;
- d) un registre de contrôle d'ouvriers.

ARTICLE 135.

Les ingénieurs des mines et les ingénieurs placés sous leurs ordres exercent, sous l'autorité du ministre ayant les mines dans ses attributions, une surveillance de police pour la conservation des édifices et la sûreté du sol.

ARTICLE 136.

Les travaux d'exploitation doivent être soumis à une direction unique. Les exploitants sont, en outre, tenus de désigner, par une déclaration authentique faite à la direction des mines, la personne qu'ils auront pourvue des pouvoirs nécessaires pour recevoir toutes notifications et significations.

Faute par les intéressés d'avoir fait dans un délai qui leur est assigné la justification requise du présent article ou d'exécuter les clauses de leurs conventions qui auraient pour objet d'assurer l'unité de l'exploitation, la suspension de tout ou partie des travaux peut être prononcée par décision du ministre provincial ayant les mines dans ses attributions sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 143 ci-dessous.

ARTICLE 137.

Les exploitants sont tenus d'entretenir dans chaque centre d'exploitation dans la proportion du nombre d'ouvriers et compte tenu de l'étendue de l'exploitation les médicaments et les moyens de secours qui leur sont indiqués par la direction des mines et de se conformer aux instructions réglementaires établis d'un commun accord avec l'administration des mines en vue d'assurer la sécurité et l'hygiène du personnel ainsi que la sécurité des installations.

ARTICLE 138.

Dès règlements d'administration publique détermineront la forme des registres à tenir par la direction des mines, les mentions qu'ils doivent contenir, les cartes et plans à tenir à jour ainsi que les modalités de délivrance de copies aux parties intéressées et fixeront les documents à remettre à la Conservation des Titres Fonciers.

TITRE VII

EXPERTISES - INFRACTIONS ET SANCTIONS PENALES

ARTICLE 139

Pour tout litige devant les tribunaux civil dans une matière relevant de la présente législation, il sera demandé l'avis des gens de l'art ou "experts".

Les experts seront pris parmi les ingénieurs des mines expérimentés ayant exercé au moins cinq ans de pratique minière et agréés par la direction des mines.

ARTICLE 140

Nul plan ne sera admis comme pièce probante dans une contestation s'il n'a été vérifié par un expert défini à l'article qui précède; aucun rapport ne sera retenu s'il n'a été présenté par un expert.

ARTICLE 141

Quiconque aura frauduleusement :

- a) porté une fausse indication sur un poteau-signal ou une borne ;
- b) placé, déplacé ou dégradé un poteau, un poteau-signal ou une borne ;
- c) fait une fausse déclaration ou fait usage de documents qu'il savait faux ou erronné en vue, soit d'obtenir ou de faire obtenir une concession minière, soit d'empêcher autrui d'en obtenir ou d'en exploiter, sera puni d'une servitude pénale de six mois à cinq ans et d'une amende en francs correspondant de 20 à 200 journées d'ouvrier ou d'une de ces peines seulement.

ARTICLE 142

Quiconque se livre à des travaux de recherches ou d'exploitation des mines sans y être autorisé en conformité à la présente législation sera puni d'une amende en francs correspondant de 20 à 200 journées d'ouvrier sans préjudice de tous dommages-intérêts.

Quiconque met obstacle à l'inspection des mines par les agents de l'administration des mines telle qu'elle est prévue par la présente législation ou par les arrêtés d'exécution sera puni d'une amende en francs correspondant de 10 à 50 journées d'ouvrier.

ARTICLE 143

Les infractions aux dispositions de la présente législation et des textes pris pour leur application sont constatées par des procès-verbaux faits par des ingénieurs des mines ou des ingénieurs placés sous leur ordre.

Tout procès-verbal constatant une de ces infractions est adressé en original au Président du Tribunal civil du gouvernement provincial avec copie à la direction des mines.

TITRE VIII

DISPOSITIONS GENERALES.CONSEIL SUPERIEUR DES MINES.ARTICLE 144

Il sera institué un CONSEIL SUPERIEUR DES MINES comprenant des techniciens de l'administration des mines, des membres du gouvernement et des administrations publiques intéressées ainsi que des représentants des industries et des mines.

ARTICLE 145

Un décret portant règlement d'administration publique déterminera la composition, les attributions et le fonctionnement dudit Conseil.

ARTICLE 146

Le Conseil supérieur des mines comprendra obligatoirement :

- un représentant du cabinet du ministre du gouvernement central ayant les mines dans ses attributions ;
- un représentant du ministère des Finances ;
- un représentant du ministère de la Justice ;
- un représentant du ministère des Affaires Economiques et du Commerce Intérieur ;
- un représentant du ministère du Plan et de Coordination ;
- un représentant du ministère de l'Intérieur ;
- un représentant de la direction des mines ;
- un représentant de la direction de la Conservation des Terres ;
- un représentant du Parlement ;
- un représentant des Gouvernements provinciaux ?
- un représentant de la Chambre des industries et du commerce ;
- un représentant de la Chambre des mines ;

.

./...

ARTICLE 147

Le Conseil supérieur des mines est appelé à donner son avis sur les demandes en concession, sur les partages de concessions, sur les travaux d'art, sur la déchéance des mines et d'une façon générale sur tous autres sujets pour lesquels il sera jugé utile au service de connaître son opinion.

Le Conseil supérieur des mines est obligatoirement consulté sur les questions contentieuses relevant du ministère ayant les mines dans ses attributions et d'une façon générale tout litige relatif aux mines qui sera porté au Conseil supérieur des mines sera arbitré sans recours par ce dernier dans un rapport motivé signé de la majorité des membres et remis au ministère intéressé.-

TITRE IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRESARTICLE 148

Les demandes de permis spéciaux de recherches introduites régulièrement avant l'entrée en vigueur du présent décret donneront lieu à l'octroi de droits exclusifs de recherches portant sur des cercles conformément à la législation antérieure, moyennant le paiement de la somme prévue à l'article 19 de la présente législation.

ARTICLE 149

Les permis spéciaux de recherches conférant des droits exclusifs de recherches à l'intérieur des cercles, conformément à la législation antérieure, pourront être renouvelés sans réduction de surface moyennant toutefois le paiement de la somme, à chaque renouvellement, comme prévue à l'article 22 de la présente législation.

ARTICLE 150

Les titulaires de permis spéciaux de recherches accordés antérieurement à la présente législation sont tenus de payer à l'Etat, sous peine de déchéance, à dater de l'entrée en vigueur du présent décret, la redevance prévue à l'article 23 ci-dessus.

ARTICLE 151

Les titulaires de concessions ou de conventions antérieures au présent décret demeureront, du jour de sa publication, concessionnaires incommutables, sans aucune formalité préalable, à charge par eux d'exécuter, s'il y en a, les contrats ou conventions faites avec les propriétaires de la surface.

ARTICLE 152

Les anciens concessionnaires ou les anciens titulaires de conventions seront, en conséquence, soumis au paiement des contributions, comme il est dit aux articles 59 à 62 ci-dessus, à dater du 1er janvier qui suivra la promulgation du présent décret.

ARTICLE 153

Le présent décret abroge les dispositions des lois, ordonnances et décrets qui suivent :

.
.

TITRE X

ENTREE EN VIGUEUR DE LA PRESENTE LEGISLATIONARTICLE 154

La présente législation entrera en vigueur soixante jours après sa promulgation.

F I N.

TABLE DES MATIERES

LEGISLATION DES MINESREGIME GENERAL

TITRE PREMIER

Généralités et classement des gîtes de substances minérales	1
-------------------------------------------------------------------	---

TITRE II

Recherches minières	5
---------------------------	---

TITRE III

EXPLOITATION DES MINES

Généralités	14
-------------------	----

Chapitre Ier

Concessions	14
-------------------	----

I - Octroi de concessions	14
---------------------------------	----

II - Obligations fiscales du concessionnaire - Redevances minières	20
-----------------------------------------------------------------------------	----

III - Retrait et fin de concession	20
------------------------------------------	----

Chapitre II

Permis d'exploitation	25
-----------------------------	----

Chapitre III

Exploitations artisanales	28
---------------------------------	----

Chapitre IV

Permis de traitement	32
----------------------------	----

TITRE IV

CARRIERES	33
-----------------	----

.....

TITRE V

Passage dans la classe des mines de substances antérieurement soumises au régime légal des carrières	36
------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

TITRE VI

Exercice et surveillance administrative	37
-----------------------------------------------	----

TITRE VII

Expertises - Infractions et sanctions pénales	39
-----------------------------------------------------	----

TITRE VIII

DISPOSITIONS GENERALES

Conseil supérieur des mines	41
-----------------------------------	----

TITRE IX

DISPOSITIONS TRANSITOIRES	42
---------------------------------	----

TITRE X

Entrée en vigueur de la législation	43
-------------------------------------------	----

=====

NOV 23 1963

70-01

INFO. COPY *Gilpin 232*

file

File No.	
----------	--

Léopoldville, le 22 novembre 1963

A : Monsieur le Ministre des Terres, Mines et Energie
De : R. Richard, Conseiller principal p.i., Section Mines et Ressources naturelles
Objet : Projet de Règlement minier établi par M. Ross

Je vous adresse ci-joint un exemplaire du projet de règlement minier établi par M. Ross, avec une annexe : "Tables des matières comparatives".

Je me permets tout d'abord de vous souligner la qualité du travail de M. Ross. J'attire votre attention sur le fait que ce projet, (pas plus du reste que l'actuel code minier), ne traite ~~plus~~ des questions suivantes :

- a) Réglementation et autorisation préalable des contrats d'entreprise minière;
- b) Réglementation et autorisation préalable des contrats d'amodiation;
- c) Réglementation spéciale concernant les matières précieuses;
- d) Création et organisation d'un office du poinçon pour le contrôle des matières premières utilisées en bijouterie (or - platine - argent, et de leur teneur);
- e) Réglementation des tailleries de pierres précieuses.

Pour établir des règlements valables sur ces points, il faut :

- 1. Réunir quelques documentations de la législation dans les pays africains;
- 2. Sur ces documents, sélectionner un projet;
- 3. En discuter avec M. Vaes;

4. Rédiger le rapport définitif.

Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, j'inscris ces questions au tableau des problèmes à résoudre.

c.c. M. Gilpin



RR/JF

OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

R E G L E M E N T M I N I E R

P R O J E T P R E L I M I N A I R E

H.N. ROSS
INGENIEUR CIVIL DES MINES (N.T.H.)
EXPERT, ONUC

4 October 1963

To: Mr. R. Richard, Acting Principal Adviser,
Mines and Natural Resources

From: H.N. Ross, Expert

Subject: Mining Legislation

.... Please find attached herewith my preliminary project for a
"Règlement minier".

The "règlement" is a supplement of the "Projet de Legislation des Mines" in its latest edition and comprises, in principle, all the text of the existing mining legislation (Décret 24/9-37) which has not been covered by the said edition of the legislation, with the modifications necessitated by the changed basic principles in the mining legislation as presented in the said project.

Also, the "règlement" comprises the text of the existing "arrêtés ministériels" of 12/11/1937, of 28/3/1938 and of 24/12/1951, as well as that of the "ordonnances législatives: AEM of 2/7/1941, thus compiling all the existing rules and regulations for the employ of the mining law into one volume.

It should be noted that the "règlement" has so far been edited by myself only. The next step would obviously be to present it to Mr. Vaes for his critic and suggestions. Also, none of the models referred to in the "règlement" under the article 3, a and b, have so far been drafted. I consider this to be best done by the "Service des Mines".

2. There remains to be drafted:

- a) the "Legislation sur les hydrocarbures liquides et gazeux". A preliminary essay on this has been drafted and delivered to Mr. Vaes for his remarks.
- b) the "Arrêté ministériel" regulating all the duties and taxes referred to in the mining legislation.

- c) the regulations for the police surveillance of the mining of precious matter (gold, diamonds, etc.)
- d) the regulations for mine safety and sanitation.

ls

REGLEMENT MINIER

Arrêté ministériel du

(voir l'article de l'ordonnance minière du)

Les modèles dont il est question dans le présent A.M.
le suivent ajoutés.

TITRE I.

TERRITOIRES OUVERTS A LA PROSPECTION PUBLIQUE

ARTICLE PREMIER. Chaque ingénieur en chef des mines dresse et tient à jour une carte des régions ouvertes à la prospection publique dans son district minier.

Cette carte sera à l'échelle de 1/1.000.000e ou 1/500.000e ou 1/200.000e, suivant décision de l'administration des mines. La carte sera à la disposition des intéressés. Copie en sera adressée à la Direction des mines chaque année.

ARTICLE 2. Lorsqu'une région ou des terrains seront ouverts à la prospection publique dans un district minier, un avis en sera affiché d'une manière apparente à l'entrée du Bureau des mines du district et ses sous-bureaux, trois mois avant la date fixée pour les prospections, à moins que l'ordonnance ouvrant cette région ou ces terrains à la prospection ne détermine d'autres délais. Une carte indiquant la région ouverte à la prospection publique sera jointe à l'avis affiché. L'affichage sera maintenu jusqu'à la date à laquelle la région sera ouverte à la prospection.

Copie de l'avis et de la carte sera adressée à la Direction des mines par le premier courrier qui suivra la date de l'affichage.

TITRE II

DES REGISTRES A TENIR

ARTICLE 3.a) L'ingénieur général des mines tient les registres suivants :

./...

1. - un registre des demandes d'autorisation personnelle de recherches, conforme au modèle A.1 ;

2. - un registre des autorisations personnelles délivrées, conforme au modèle A.2 ;

3. - un registre des certificats d'autorisation, conforme au modèle A.3.

~~ARTICLE 4~~) L'ingénieur en chef des mines tient les registres suivants :

1. - un registre des demandes de permis spécial de recherches, conforme au modèle B.1 ;

2. - un registre des demandes de permis spécial refusées, parce qu'irrégulières, conforme au modèle B.2 ;

3. - un registre des demandes de permis spécial réduites ou refusées après examen de l'abornement, conforme au modèle B.3 ;

4. - un registre des oppositions, conforme au modèle B.4 ;

5. - un registre des permis spéciaux délivrés, conforme au modèle B.5 ;

6. - un registre des demandes de concession d'exploitation, conforme au modèle C.1 ;

7. - un registre des concessions accordées, conforme au modèle C.2 ;

8. - un registre des demandes de permis d'exploitation, conforme au modèle D.1 ;

9. - un registre des permis d'exploitation accordées, conforme au modèle D.2 ;

10. - un registre des demandes d'une zone d'exploitation artisanale, conforme au modèle E.1 ;

11. - un registre des oppositions, conforme au modèle E.2 ;

12. - un registre des zones d'exploitation artisanale accordées, conforme au modèle E.3 ;

13. - un registre des licences de mineur, conforme au modèle E.4 ;

14. - un registre des demandes de permis de traitement, conforme au modèle F.1 ;

./...

15. - un registre des permis de traitement délivrés, conforme au modèle F.2 ;

16. - un registre des propriétaires autorisés à exploiter leur carrière, conforme au modèle 4.1 ;

17. - un registre des autorisations de recherches des carrières, conforme au modèle 4.2 ;

18. - un registre des demandes de permis à exploiter une carrière, conforme au modèle G.3 ;

19. - un registre des permis d'exploiter une carrière délivrés, conforme au modèle G.4.

TITRE III

DES RECHERCHES MINIERES

CHAPITRE I.

DE L'AUTORISATION PERSONNELLE DE RECHERCHES.

ARTICLE 4. Les autorisations personnelles ne peuvent être demandées que par une seule personne ou par une seule société.

Les sociétés ou les personnes privées doivent munir d'une certificat d'autorisation toute personne s'occupant de leur compte de prospections ou de recherches minières.

ARTICLE 5. L'autorisation personnelle est demandée au nom du ministre du gouvernement central ayant les mines dans ses attributions, et adressée par écrit à la Direction des mines.

Si la demande est introduite par une personne physique, elle contiendra :

- a) les nom, prénoms, qualité et domicile du demandeur ;
- b) son casier judiciaire, ayant moins de trois mois de date ;
- c) le cas échéant, les nom, prénoms et domicile du ou des prospecteurs auxquels doit servir l'autorisation, ainsi que son ou leur casier judiciaire comme ci-dessus.

Si la demande est introduite par une société, elle contiendra :

./...

a) la raison ou dénomination sociale et le siège social de la société ;

b) la preuve que la société est régie sous le régime des lois congolaises ;

c) le dépôt de ses statuts, comme prescrit par l'article 2 ou 9 du décret du 27 février 1887 ;

d) les nom, prénoms et domicile des prospecteurs, ainsi que leur casier judiciaire comme ci-dessus.

La demande doit être accompagnée du montant demandé pour l'octroi de l'autorisation personnelle et des certificats d'autorisation, ainsi que de la preuve du dépôt d'un cautionnement ou la garantie d'une banque agréée par les autorités. Les montants sont fixés par arrêté ministériel spécial.

ARTICLE 6. La demande régulière est inscrite à la Direction des mines, sur un registre conforme au modèle A.1 ci-annexé, et transmise au ministre avec l'avis de l'ingénieur général des mines.

Les autorisations personnelles accordées, qui sont conformes au modèle A.2 ci-annexé, datées et signées par le ministre, sont inscrites à la Direction des mines sur un registre et portent un numéro d'ordre.

Un duplicata, pareillement daté et signé par le ministre, est ensuite délivré au demandeur.

Le cas échéant, un certificat d'autorisation conforme au modèle A.3 ci-annexé et portant le numéro et la date de l'autorisation personnelle ainsi que le nom du prospecteur, est délivré pour chaque prospecteur auquel doit servir l'autorisation personnelle. La taxe, fixée par arrêté ministériel, doit accompagner la demande ci-dessus.

Les certificats d'autorisation sont inscrits sur un registre, avec renvoi d'autorisation personnelle dans le registre modèle A.2.

ARTICLE 7. L'autorisation personnelle peut être renouvelée sur la demande du titulaire.

La demande doit être introduite à la Direction des mines trois mois avant l'expiration de l'autorisation en cours. Elle sera accompagnée du duplicata de l'autorisation à renouveler, ainsi que du montant de la taxe ou des taxes à verser pour le renouvellement. Les montants sont fixés par arrêté ministériel.

./...

A la Direction des mines, la demande est mentionnée dans le registre modèle A.1, sous le numéro de l'autorisation à renouveler. Le renouvellement, accordé par l'ingénieur général des mines, est inscrit sur le registre modèle A.2 et sur le duplicata de l'autorisation personnelle, qui est renvoyé au titulaire.

Le cas échéant, des nouveaux certificats d'autorisation pour les prospecteurs sont délivrés au titulaire de l'autorisation personnelle.

ARTICLE 8. La demande d'autorisation pour faire des travaux de prospection dans les terrains fermés conformément à l'article de l'ordonnance minière du est faite par écrit au Bureau des mines du district où se trouve ces terrains auxquels porteront les travaux miniers.

La demande mentionnera les nom, prénoms et domicile du titulaire de l'autorisation personnelle, ainsi que le numéro et date de son autorisation.

La demande doit être accompagnée d'un plan de la surface à l'échelle de 1/5.000e indiquant les clôtures, les bâtiments, les limites de propriétés ainsi que les limites des terrains sur lesquels le demandeur propose d'effectuer les travaux miniers.

L'ingénieur en chef des mines peut exiger des plans à une échelle plus grande et des indications plus complètes et plus précises.

L'autorisation est accordée par l'ingénieur en chef des mines, les intéressés ayant été préalablement entendus. Elle est donnée par écrit.

L'ingénieur en chef des mines peut subordonner son autorisation aux conditions qu'il jugera utiles.

ARTICLE 9. Si les dommages sont prévus, l'autorisation mentionnée à l'article 8 ci-dessus est subordonnée au paiement préalable d'une somme que déterminera l'ingénieur en chef des mines, après avoir entendu les intéressés. Cette somme équivalente à la double valeur du dommage probable.

Au cas où les dommages viendraient à dépasser la somme payée en principal, le titulaire de l'autorisation personnelle sera tenu de verser un complément d'indemnité représentant la double valeur du dommage complémentaire probable. Ces sommes seront déterminées comme dit ci-dessus.

Le bénéficiaire de l'indemnité pourra, en ce cas, demander aux autorités de suspendre l'autorisation jusqu'au paiement des indemnités.

ARTICLE 10. Sur les terrains occupés des villages ou des cultures congolaises ou des exploitations minières artisanales en vertu du titre III chapitre III de l'ordonnance minière du les travaux de prospection sont autorisés par l'ingénieur en chef des mines qui, après avoir entendu les chefs coutumiers, fixe l'indemnité préalable due par le titulaire de l'autorisation personnelle et en surveille la répartition.

Le montant de l'indemnité est déterminé conformément à l'article 9 ci-dessus.

ARTICLE 11. Lorsque en vertu de l'article de l'ordonnance minière du le propriétaire du sol peut exiger du titulaire une autorisation personnelle de l'acquisition des terrains; le dernier cité paiera, sauf accord avec les intéressés, la double valeur au moment de l'occupation, sans préjudice aux autres indemnités destinées à réparer le dommage causé antérieurement à l'achat des terrains.

La superficie du terrain à acquérir ainsi que les sommes revenant aux propriétaires et aux occupants sont, en cas de désaccord, fixées par les tribunaux sans que, durant l'instance, le titulaire de l'autorisation personnelle soit tenu de suspendre ses travaux.

ARTICLE 12. Toute autorisation personnelle ou certificat d'autorisation sera, sous peine de suspension immédiate, visé par l'ingénieur en chef des mines du district où l'on propose de faire les travaux de prospection, ou par son délégué, avant que l'on commence ces travaux et au moins une fois par an pendant la validité de l'autorisation.

CHAPITRE II

DU PERMIS SPECIAL DE RECHERCHES.

ARTICLE 13. L'occupation du terrain demandé à l'article de l'ordonnance minière du est faite en plantant, en présence d'au moins deux témoins, un poteau signal au centre présumé du gisement découvert, suivi d'une démarcation aux points principaux du périmètre du polygone de recherches à demander. Cette démarcation se base sur des repères remarquables du sol qui existent, éventuellement augmentés de signaux nécessaires faits par l'occupant pour la bonne vérification du périmètre demandé.

./...

ARTICLE 14. Le poteau signal, indiquant l'occupation du terrain, doit porter un écriteau qui mentionne :

- a) le nom donné au polygone de recherches par l'occupant ;
- b) les nom, prénoms et domicile de l'occupant, ou la raison ou dénomination sociale et le siège social de la société occupante ;
- c) le cas échéant, le nom du prospecteur agissant ;
- d) le numéro de l'autorisation personnelle ;
- e) la date de l'occupation ;
- f) une description rudimentaire du périmètre du terrain occupé.

Même lorsque par suite de l'existence de concessions ou polygones de recherches voisins le polygone sera réduit, la poteau signal devra toujours être placé dans des terrains qui étaient ouverts aux prospections du demandeur et sur lesquels le poteau signal confère des droits exclusifs de recherches.

ARTICLE 15. La demande de permis spécial, dûment datée et signée, est faite au nom du ministre du Gouvernement provincial ayant les mines dans ses attributions, et adressée en triple exemplaire au Bureau des mines du district. Elle peut être valablement introduite, au nom de l'occupant, par le prospecteur mentionné dans l'autorisation personnelle.

La demande contiendra :

- a) le nom donné au polygone de recherches par l'occupant ;
- b) les nom, prénoms, qualité et domicile du demandeur, ou la raison ou dénomination sociale et le siège social de la société ;
- c) le cas échéant, les nom, prénoms et domicile du prospecteurs agissant ;
- d) le numéro et la date de l'autorisation personnelle ;
- e) élection de domicile dans la province ;
- f) les situations des poteaux signaux rapportées à un ou plusieurs repères situés à proximité. Ces repères doivent être des points fixes et remarquables du sol rattachés à des points figurant sur la carte officielle. Le demandeur joindra à sa demande un extrait de la carte officielle en y marquant, aussi exactement que permettra l'échelle, l'endroit où se trouvent les poteaux signaux.

g) l'indication des substances concessibles ou des indices de substances découvertes et sur lesquelles porteront ses recherches et travaux; un échantillon en doit être joint, avec description rudimentaire sur la nature et la formation des substances découvertes.

h) l'accomplissement des formalités requises pour l'occupation du terrain, la date de l'occupation et les nom, prénoms et domicile des personnes témoins de l'occupation ;

i) description d'un programme de recherches avec dépenses minimum prévues à engager, établies sur la durée du permis spécial, conformément à l'article de l'ordonnance minière du

Un croquis du terrain, en triple expédition, à l'échelle de 1/20.000e sera joint à la demande. Il indiquera la situation du poteau signal ainsi que les bornes du polygone de recherches demandé, la direction du Nord vrai, les cours d'eau avec leur nom, la direction de leur courant et le nom de la rivière ou du fleuve dont ils sont affluents, et les points de repères remarquables du sol qui existent.

La demande doit être accompagnée de la somme à verser pour le permis spécial demandé. Le montant est fixé par arrêté ministériel.

Pour être valable, la demande doit être introduite dans les soixante jours de l'occupation du polygone à réserver.

ARTICLE 16. Un exemplaire de la demande avec le croquis du terrain sera adressé à la Direction des mines avec les remarques de l'ingénieur en chef des mines.

Tous les actes relatifs à l'exécution de l'ordonnance minière du seront notifiés par l'ingénieur en chef des mines au domicile élu du demandeur.

ARTICLE 17. Toute demande de permis spécial est donnée un numéro d'ordre et inscrite, à la date et l'heure de sa réception au bureau des mines, sur un registre conforme au modèle B.1 ci-annexé.

Il en est délivré récépissé par simple avis, qui mentionnera la date et l'heure de réception, ainsi que le numéro d'ordre de son inscription.

Mention de toutes les opérations indiquées dans le registre est faite au fur et à mesure de leur accomplissement.

Le registre peut être consulté sans frais par tout requérant.

./...

ARTICLE 18. L'ingénieur en chef des mines dispose de trois jours ouvrables francs pour vérifier la régularité de la demande.

S'il trouve que la demande est irrégulière, mention de l'irrecevabilité est faite dans un registre conforme au modèle B.2 ci-annexé. Il y est donné un numéro d'ordre.

L'avis signalant au requérant que sa demande est irrégulière doit lui être adressé dès l'expiration du délai dit à l'alinéa précédent, avec indication de l'irrégularité. Le destinataire est prié d'accuser réception de cet avis.

ARTICLE 19. Le demandeur avisé que sa demande est irrégulière peut contester la décision en s'adressant aux tribunaux dans le délai de soixante jours à dater de l'envoi de l'avis par l'ingénieur en chef des mines. En ce cas, il mettra en cause l'Etat dans la personne du précité.

Les terrains faisant l'objet de la demande seront fermés à toutes recherches jusqu'au moment où le jugement sera passé en force de chose jugée.

Si l'irrecevabilité de la demande n'est pas contestée par le requérant, mention de l'irrégularité sera faite dans le registre modèle C.1, avec renvoi au numéro d'ordre du registre modèle B.2.

ARTICLE 20. Toute contestation judiciaire concernant la recevabilité de la demande de permis spécial sera relatée dans le registre modèle B.2, sous le même numéro d'ordre que la mention d'irrégularité.

Toutes les phases de la procédure doivent être relatées dans ledit registre, conformément aux rubriques qu'il contient.

La solution finale qui tranche le litige est indiquée dans le registre modèle B.1 avec référence au numéro d'ordre du registre modèle B.2.

ARTICLE 21. Pendant les soixante jours à dater de la réception de la demande de permis spécial, l'ingénieur en chef des mines fait examiner l'abornement du polygone demandé.

S'il est d'avis que le polygone comprend en toute ou en partie les terrains sur lesquels les recherches minières sont interdites aux termes de l'article A de l'ordonnance minière du , l'ingénieur en chef des mines refusera ou acceptera partiellement la demande, suivant les circonstances.

S'il est établi que le requérant n'a pas occupé le terrain faisant l'objet de la demande en se conformant à l'article 17 ci-dessus ou si les renseignements fournis sont faux ou erronés, la demande est refusée.

La décision est inscrite sur un registre conforme au modèle B.3 ci-annexé, et y donnée un numéro d'ordre. La Direction des mines en sera notifiée.

L'ingénieur en chef des mines signifiera, dès l'expiration du délai ci-dessus, sa décision motivée au demandeur du permis spécial.

Cette décision fait connaître, le cas échéant, soit le numéro de la demande de permis spécial admis comme régulière et le nom du demandeur, soit le numéro et le titulaire du permis spécial ou de la concession ou du permis d'exploitation, soit la date et le bénéficiaire de la convention, dont les terrains réservés auraient été empiétés par le polygone demandé.

ARTICLE 22. Le demandeur du permis spécial peut, dans les soixante jours à dater de la signification mentionnée à l'article 24 ci-dessus, saisir les tribunaux en mettant en cause l'Etat dans la personne de l'ingénieur en chef des mines, et le titulaire du titre minier mentionné dans la décision signifiée.

Si la décision de l'ingénieur en chef des mines n'est pas contestée par le requérant, mention de celle-là sera faite dans le registre modèle B.1, avec renvoi au numéro d'ordre du registre B.3.

ARTICLE 23. En cas de recours judiciaire contre la décision prévue à l'article 21 ci-dessus, la demande litigieuse est inscrite dans le registre modèle B.3, sous le numéro d'ordre de la décision contestée.

Toutes les phases de la procédure doivent être relatées dans le registre modèle B.3, conformément aux rubriques qui y sont inscrites.

La solution qui tranche le litige est mentionnée dans le registre modèle B.1, avec renvoi au numéro d'ordre du registre modèle B.3.

ARTICLE 24. Dès que l'ingénieur en chef des mines a avisé le demandeur du permis spécial de sa décision conformément à l'article 21 ci-dessus, ou dès que le jugement conformément à l'article 23 ci-dessus est passé en force de chose jugée, il fait afficher à l'entrée de ses bureaux la demande admise comme régulière, avec les corrections de l'abornement du polygone éventuellement faites. Mention de l'affichage devra être faite par l'ingénieur en chef des mines dans le Bulletin administratif du Congo.

La demande restera affichée pendant un délai de quatre-vingt-dix jours.

Mention de l'accomplissement de cette formalité est faite dans le registre modèle B.1.

ARTICLE 25. Pendant toute la durée de l'affichage, l'ingénieur en chef des mines reçoit les oppositions qui lui sont notifiées par lettre recommandée.

Sont reçus à former opposition à la demande affichée :

- a) le titulaire d'une autorisation personnelle, s'il soutient avoir acquis sur la totalité ou une partie du polygone affiché un droit d'occupation régulier antérieur à celui qui est invoqué dans la demande;
- b) le titulaire d'un permis spécial, s'il soutient que le polygone affiché empiète sur les terrains qui lui sont réservés ;
- c) le titulaire d'une concession ou d'un permis d'exploitation, s'il soutient que le polygone affiché empiète sur son périmètre d'exploitation;
- d) le concessionnaire qui soutient que le polygone affiché empiète sur les terrains qui lui sont réservés pour la recherche de toutes substances concessibles ou pour l'exploitation d'une substance, en vertu d'une convention conclue avec l'Etat.

ARTICLE 26. Toute opposition doit mentionner les nom, prénoms et domicile de l'opposant ou la raison ou dénomination sociale et le bureau administratif ou le siège social de la société opposante, son domicile élu dans la province, son titre minier et la date et le numéro d'inscription de celui-ci, et exposer les faits servant de base à l'opposition.

L'ingénieur en chef des mines et les parties intéressées signifieront au domicile élu tous les actes consécutifs à l'opposition.

ARTICLE 27. Si l'opposition ne répond pas aux conditions stipulées à l'article 26 ci-dessus, l'ingénieur en chef des mines refuse l'inscription au registre. Il en avertit l'opposant immédiatement par écrit.

ARTICLE 28. L'opposition admise comme régulière est donnée un numéro d'ordre et inscrite sur un registre qui est conforme au modèle B.4 ci-annexé, à la date et l'heure de sa réception au bureau des mines.

Il en est délivré récépissé par simple avis, qui mentionnera la date et l'heure de réception ainsi que le numéro de son inscription.

ARTICLE 29. L'opposant doit, dans les trente jours à partir de l'inscription, porter le litige devant les tribunaux et justifier de cette diligence en signifiant à l'ingénieur en chef des mines copie de l'exploit d'assignation.

./...

S'il ne satisfait pas à cette double obligation, son opposition est non avenue.

L'article 27 de l'ordonnance du 14 mai 1886, approuvée par le décret du 12 novembre 1886 n'est pas applicable dans les instances relatives aux oppositions contre les demandes de permis spécial de recherches.

ARTICLE 30. Si le tribunal estime que le polygone contesté empiète pour partie sur les terrains déjà accordés ou demandés, il détermine cette partie dans son jugement, déclare l'opposition fondée en ce qui la concerne et statue sur les dépenses suivant les circonstances de la cause.

ARTICLE 31. Doivent être signifié à l'ingénieur en chef des mines à la requête des parties intéressées :

- a) l'expédition des jugements statuants sur une opposition introduite contre une demande de permis spécial de recherches;
- b) l'exploit de signification faisant courir les délais d'opposition ou d'appel;
- c) les actes d'opposition ou d'appel.

Les jugements sont considérés comme ayant acquis force de chose jugée si, dans le mois qui suit l'expiration du délai d'opposition ou d'appel, cette opposition ou cet appel n'a pas été signifié à l'ingénieur en chef des mines.

ARTICLE 32. Toutes les phases de la procédure de l'opposition doivent être relatées dans le registre modèle B.4 conformément aux rubriques qui y sont inscrites.

La solution finale qui tranche le litige doit être de même mentionnée dans le registre modèle B.1, avec renvoi au registre modèle B.4.

ARTICLE 33. Après l'expiration du délai de quatre-vingt-dix jours à partir de l'affichage de la demande du permis spécial, si aucune opposition est inscrite au registre ou si l'opposant reste en défaut de notifier dans les trente jours de l'inscription l'exploit d'assignation conformément à l'article 29 ci-dessus, ou autrement après que les jugements sur les oppositions ont acquis force de choses jugées, l'ingénieur en chef des mines en avertit la Direction des mines. En suite, avec l'avis de la Direction des mines, il transmet le dossier de la demande au ministre du Gouvernement provincial ayant les mines dans ses attributions, avec tous les renseignements portés dans le registre modèle B.1.

ARTICLE 34. Le permis spécial est conforme au modèle B.5 ci-annexé. Il reproduit les indications topographiques du polygone de recherches accordé et la désignation des substances concessibles sur lesquelles porteront les recherches.

Le permis accordé par le ministre est inscrit, au Bureau des mines du district, sur un registre et donné un numéro d'ordre.

ARTICLE 35. Dès que l'accord du ministre est avertit au Bureau des mines, le requérant en sera signifié et invité de verser à la Caisse d'Epargne du Congo un cautionnement, dont le montant est fixé par arrêté ministériel. Le cautionnement peut être remplacé de la garantie d'une banque agréée par les autorités. Sur reçu de la preuve du cautionnement, un duplicata du permis spécial, daté et signé comme l'original, est envoyé au titulaire.

Le permis spécial doit être enregistré au conservateur des titres fonciers, comme déterminé pour des biens immeubles.

ARTICLE 36. Toute demande de permis spécial peut être retirée, La somme versée sera remboursée, déduction faite de frais comme fixé par arrêté ministériel.

ARTICLE 37. Toutes substances concessibles non mentionnées dans le permis spécial pourront être ajoutées ultérieurement sur le permis initial, à charge par le titulaire d'en faire la demande au Bureau des mines.

ARTICLE 38. L'entretien du poteau signal et des bornes que l'ingénieur en chef des mines jugera indispensables pour la bonne vérification du périmètre du polygone de recherches est à la charge du titulaire du permis spécial.

ARTICLE 39. Les droits dérivant de l'article de l'ordonnance minière du ne pourront s'exercer que dans la mesure nécessaire aux travaux de recherches, et sous réserve des dispositions de l'article de la même ordonnance. Il ne peut y être porté atteinte par l'octroi subséquent de droits de recherches ou d'exploitation.

Les travaux exécutés en vertu de ces droits doivent être respectés par le propriétaire du sol ou ses ayants droit; ceux-ci peuvent utiliser le sol aussi longtemps qu'il n'est pas encore occupé par ces travaux.

ARTICLE 40. Le titulaire d'un permis spécial peut être autorisé par l'ingénieur en chef des mines :

./...

a) à procéder aux études nécessaires pour déterminer les conditions d'exploitation des gisements ;

b) à disposer des produits provenant de ses recherches.

Le bénéficiaire de l'autorisation prévue à l'alinéa a) ci-dessus sera tenu de payer suivant le tarif établi pour les titres miniers le loyer du sol occupé, ainsi que les redevances sur les coupes de bois.

L'autorisation prévue à l'alinéa b) ci-dessus est subordonnée au paiement d'une redevance de 10% de la valeur des produits extraits et situés sur le carreau de la mine. Le mode de calcul et la base de la perception de cette redevance sont réglés dans chaque cas particulier par l'ingénieur en chef des mines.

ARTICLE 41. La demande de renouvellement du permis spécial est faite au nom du ministre du Gouvernement provincial ayant les mines dans ses attributions, et adressée, trois mois avant l'expiration du permis, au Bureau des mines du district.

La demande, qui sera faite par écrit en triple exemplaire, est accompagnée du permis à renouveler et, ainsi en triple exemplaire, des documents comme suit :

a) un plan à l'échelle de 1/20.000e indiquant le polygone de recherches, l'emplacement des travaux effectués, ainsi que l'étendue du gisement que l'on aurait éventuellement reconnu. Sur le plan seront indiqués les terrains sur lesquels porte la demande de renouvellement. Ces terrains ne peuvent pas être d'une superficie qui surpassera 50% de la superficie totale du permis à renouveler.

b) un relevé des travaux effectués à l'intérieur du polygone sur base de 500 journées d'ouvriers par an et par km², ou l'équivalent d'un CV-an par km² au cas où il aurait établi des machines ;

c) l'indication de teneurs constatées, ainsi que la nature et l'allure des terrains encaissants ;

d) un compte rendu des travaux de recherches effectués au cours de la période précédente et les résultats obtenus.

Il sera tenu compte des dépenses faites en recherches, même lorsqu'elles n'ont pas encore donné des résultats probants;

e) un programme de recherches avec dépenses prévues pour la période du renouvellement conformément à l'article de l'ordonnance du

f) le versement de la somme exigée pour le renouvellement du permis. Le montant est fixé par arrêté ministériel.

ARTICLE 42. La demande de renouvellement est mentionnée, au Bureau des mines, au jour et l'heure de sa réception, dans le registre modèle B.1, sous le numéro de la demande primitive du permis spécial de recherches.

L'ingénieur en chef des mines accuse réception de la demande et de ses annexes.

Si la demande n'est pas conforme aux règles prescrites par l'article 44 ci-dessus, l'ingénieur en chef des mines la renvoi au requérant, en précisant les motifs de l'irrecevabilité.

ARTICLE 43. L'ingénieur en chef des mines transmet un exemplaire de la demande avec ses annexes à la Direction des mines. Il y ajoute ses remarques, et éventuellement le rapport du fonctionnaire, auquel une inspection sur place aurait été confiée.

Avec l'avis de la Direction des mines, le dossier de la demande sera transmis, par l'ingénieur en chef des mines, au ministre du Gouvernement provincial ayant dans ses attributions les mines.

La décision du ministre, qui sera faite avant l'expiration du délai de trois mois du renouvellement, est inscrite sur le permis dans le registre B.5 et reproduite sur le duplicata du permis, qui est renvoyé ensuite au titulaire.

Si l'approbation du renouvellement est refusée, le regus doit être justifié. Dans ce cas, le montant versé pour le renouvellement sera remboursé, déduction faite des frais comme fixé par arrêté ministériel.

ARTICLE 44. La cession du permis spécial ne peut être faite qu'avec l'autorisation du ministre du Gouvernement provincial ayant dans ses attributions les mines.

L'aliénation fait l'objet d'un acte authentique.

La demande de mutation est faite en triple exemplaire au nom du ministre, et adressé au Bureau des mines du district. Elle contiendra :

- a) les nom, prénoms, qualification et domicile du cessionnaire;
- b) si c'est une société, la raison ou dénomination sociale, son bureau administratif ou siège social, ainsi que le lieu et date du dépôt des statuts;

./...

c) les lieu et date de l'acte authentique de la cession;

d) des autres renseignements relatifs aux conditions exigées pour l'octroi du permis spécial, concernant la capacité technique et financière du cessionnaire, ainsi que son engagement au programme de recherches.

La demande doit être accompagnée par le permis à transférer et d'une expédition du contrat d'aliénation.

ARTICLE 45. Un exemplaire de la demande de mutation est envoyé à la Direction des mines par premier courrier, avec les remarques de l'ingénieur en chef des mines.

Endéan les deux mois de sa réception au Bureau des mines, la demande est transmise, avec l'avis de la Direction des mines, au ministre du Gouvernement ayant les mines dans ses attributions.

Si l'autorisation est accordée, l'ingénieur en chef des mines invitera le requérant à verser le montant du droit de mutation, qui est égal à 6% de la valeur du polygone, du matériel et des installations.

Dès réception de ce montant, l'ingénieur en chef des mines effectue le transfert en inscrivant sur le permis original dans le registre modèle B.5, et sur le duplicata remis par le requérant, la mention du transfert. Cette mention comprendra tous les renseignements que doit contenir la demande, conformément à l'article 47 ci-dessus, le contrat d'aliénation, ainsi que la date et l'attestation de l'acte d'autorisation.

Cette mention est datée et signée par l'ingénieur en chef des mines. Le duplicata du permis est renvoyé au cessionnaire.

ARTICLE 46. En cas de décès du titulaire d'un permis spécial, les droits dérivant de celui-ci ne peuvent être attribués qu'à un seul héritier ou légataire. La mutation ne s'opère qu'en vertu d'une ordonnance du juge du tribunal de 1ère instance de la situation du polygone de recherches.

Nul ne peut être admis à devenir titulaire par mutation d'un permis spécial s'il ne satisfait aux conditions exigées pour l'octroi d'un tel permis, prévues à l'article de l'ordonnance minière du

Dans le délai d'un an à dater du décès, les héritiers ou légataires doivent notifier par écrit à l'ingénieur en chef des mines qu'ils entendent reprendre le permis spécial de recherches pour leur compte, et désigner celui d'entre eux auquel ils désirent que le permis soit attribué. Dans le même délai, ils doivent notifier

à l'ingénieur en chef des mines la requête introduite par eux auprès du juge du tribunal de Première Instance. S'ils restent en défaut de remplir ces formalités, le polygone est considéré comme délaissé.

ARTICLE 47. Sur production du certificat du décès du titulaire d'un permis spécial, délivré par autorité administrative, l'ingénieur en chef des mines suspend le cours de la validité du permis.

Cette suspension prend cours à partir du lendemain du décès, et durera jusqu'à la fin du délai d'un an à dater du décès ou, si les héritiers ou légataires ont rempli les conditions comme stipulées à l'article 49 ci-dessus, jusqu'au trentième jour à dater de la notification de l'ingénieur en chef des mines de la décision du ministre des mines de la province.

La suspension est mentionnée dans le registre modèle B.5 ainsi que sur le duplicata du permis spécial, si celui-ci est produit. L'ingénieur en chef des mines annotera en marge du permis : les lieu et date du décès du titulaire; la date du certificat de décès et la qualité du fonctionnaire qui l'a délivré; la date de la suspension du permis.

L'ingénieur en chef des mines mentionne également en marge du registre modèle B.5 la date de réception de la requête de transfert, adressé par l'héritier ou légataire.

ARTICLE 48. L'ordonnance d'investiture, prononcée par le juge du tribunal saisi, en faveur de l'héritier ou légataire, doit être signifiée par huissier à l'ingénieur en chef des mines.

Dès qu'il a reçu cette ordonnance, l'ingénieur en chef des mines transmet le dossier de la mutation du permis spécial au ministre des mines de la province, avec son avis motivé.

Lorsque tous les héritiers ou légataires ne résident pas au Congo ou dans un pays limitrophe, le conseil des ministres de la province peut proroger le délai fixé par l'alinéa précédent. Cette prorogation sera accordée par voie d'ordonnance. En ce cas la durée du permis spécial est suspendue jusqu'à la fin du délai accordé.

Le transfert du permis est fait dans un délai de soixante jours francs à dater de la réception des pièces justificatives au bureau des mines, sur l'autorisation du ministre, en mentionnant sur le permis, dans le registre B.5, et sur le duplicata : la date de l'ordonnance; le nom et la qualité du magistrat qui l'a rendu; la date de la signification; les nom, prénoms, qualification et domicile de l'héritier ou légataire désigné; la date et l'attestation de l'acte d'autorisation.

Cette mention est datée et signée par l'ingénieur en chef des mines.

L'héritier ou légataire désigné sera notifié sans délai de la décision du ministre.

ARTICLE 49. En cas de perte ou destruction de son permis, le titulaire peut en réclamer un nouveau à la charge de rendre vraisemblablement la perte ou la destruction qu'il allègue.

Sa requête doit être faite par écrit et contenir l'engagement qu'il sera responsable des conséquences dommageables que la délivrance du nouveau permis pourra avoir à l'égard de tiers.

L'ingénieur en chef des mines appréciera les faits exposés.

Si l'identité de l'impétrant avec la personne désignée comme titulaire aux livres miniers ne lui paraît pas certaine, il exigera une attestation d'identité émanée d'un magistrat ou fonctionnaire de l'Etat.

Le nouveau permis est exactement conforme à l'ancien tel qu'il figure au registre modèle B.5. Il est dressé au registre modèle B.5 sous un nouveau numéro d'ordre, et délivré au titulaire avec renvoi au folio du permis antérieur et mention de la cause pour laquelle il est délivré, ainsi que l'engagement pris par le titulaire. L'ancien permis est annulé dans le registre au moyen d'un timbre d'annulation ainsi que la date et le numéro du nouveau permis.

Ces inscriptions seront datées, scellées et signées par l'ingénieur en chef des mines.

ARTICLE 50. Le titulaire du permis spécial qui laisse périmer le permis est déchu de tous ses droits. Il répond des dommages éventuels à résulter de son abandon.

En cas de déchéance, les sommes payées pour l'octroi du permis ou son renouvellement resteraient acquises.

ARTICLE 51. A l'expiration d'un permis de recherches, pour quelconque raison que ce soit, l'ingénieur en chef des mines en avertit le conservateur des titres fonciers.

La date finale du permis ainsi que la raison d'abandon seront portées sur le registre modèle B.5.

ARTICLE 52. Les articles 8, 9, 10 et 11 du Chapitre I ci-dessus sont valables pour les recherches minières.